

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA PREUVE
DE
**La Filiation Incestueuse
ou Adultérine**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 2 mai 1911

PAR

Robert PAGNIER

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur

*Suffragants : { MM. TISSIER, professeur
CAPITANT, professeur*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1911

DE LA PREUVE
DE
LA FILIATION INCESTUEUSE
OU ADULTÉRINE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551628_0078

DE LA PREUVE
DE
**La Filiation Incestueuse
ou Adultérine**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 2 mai 1911

PAR

Robert PAGNIER

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur

*Suffragants : { MM. TISSIER, professeur
CAPITANT, professeur*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

—
1911

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

DE LA PREUVE DE LA FILIATION INCESTUEUSE OU ADULTÉRINE

AVANT-PROPOS

Les dispositions du Code Civil relatives aux enfants nés hors mariage ont fait, au cours de ces vingt dernières années, l'objet des plus vives critiques. Philosophes, jurisconsultes, publicistes appartenant aux opinions les plus opposées, se sont montrés les défenseurs éloquents des droits de l'enfant naturel ; au Parlement et dans la presse, des esprits généreux ont réclamé, avec une ardeur inlassable, l'amélioration de sa condition. En 1896, une loi est venue accroître considérablement ses droits héréditaires. Plus récemment, une autre loi a, d'une manière très minutieuse, réglementé, en ce qui le concerne, la puissance paternelle et la tutelle. Enfin, une proposition actuellement soumise aux

Chambres a pour but d'autoriser la recherche en justice de la paternité naturelle.

Une législation raisonnée doit s'efforcer de concilier les exigences de la famille légitime avec celles de la justice et d'atteindre le moins possible les enfants naturels. Notre droit français leur fait à l'heure actuelle une part assez large ; il y a cependant certains enfants illégitimes à qui la loi assigne un rang inférieur en raison du vice qui s'attache à leur origine : ce sont les enfants incestueux ou adultérins.

Un enfant est incestueux quand ses parents sont unis par un lien de parenté ou d'alliance qui rend tout mariage impossible entre eux ; il est adultérin lorsqu'à l'époque de sa conception, l'un d'eux était marié avec une tierce personne. Les auteurs du Code ont traité avec une grande rigueur ces deux catégories d'enfants ; ils ont consacré des dispositions exceptionnelles à leurs droits successoraux et à la preuve de leur filiation. C'est de cette dernière question que nous entreprenons de faire ici l'étude.

Notre but n'est pas de discuter les mobiles qui ont déterminé le législateur à prohiber la constatation légale de toute filiation adultérine ou incestueuse, ni de rechercher si le système du Code s'appuie sur de sérieuses considérations sociales ou morales, ou s'il n'est au contraire basé que sur une

crainte excessive et irraisonnée du scandale. Certes, l'on n'a pas manqué de protester, parfois même avec véhémence, contre la sévérité de la loi française : qu'il nous suffise de citer les lignes suivantes que Laurent a placées sous l'article 331 de son *Avant-Projet* : « Il importe sans doute d'éviter les scandales judiciaires : cependant la loi les autorise et les légitime sur la plainte de l'un des époux pour adultère de son conjoint ; elle lui permet de demander le divorce pour le délit d'adultère, fût-ce un inceste ; elle donne au mari le droit de désavouer l'enfant de sa femme, pour cause d'adultère, sous les conditions qu'elle détermine, et dans ce cas la filiation adultérine ou incestueuse sera légalement constatée ; enfin tous ceux qui y ont intérêt, quand même leur intérêt ne serait que pécuniaire, peuvent demander la nullité d'un mariage pour cause de bigamie ou d'inceste... La loi admet toutes les actions fondées sur une imputation d'adultère ou d'inceste ; elle ne repousse que celle de l'enfant, l'action de l'innocente victime de la honte des parents. Voilà ce que l'on peut appeler un scandale législatif s'il en fut jamais ! »

Quelque intérêt que puissent présenter de semblables discussions et si attrayant que soit le côté social ou moral de notre question, nous nous attacherons à la traiter uniquement au point de vue juridique.

Dans une Introduction Historique, nous rechercherons quelles étaient, en ce qui concerne les enfants incestueux ou adultérins, les dispositions des législations qui ont précédé la nôtre.

Nous examinerons ensuite, dans un premier chapitre, les articles du Code civil relatifs à ce sujet, et nous verrons comment la jurisprudence est parvenue à en atténuer la rigueur.

Nous consacrerons un second chapitre à l'étude de la loi du 7 novembre 1907, qui a introduit une dérogation importante aux principes établis par le Code.

Enfin nous étudierons, dans une dernière partie, les modifications nouvelles que l'on propose d'apporter à notre législation.

INTRODUCTION HISTORIQUE

Les législations antérieures à la nôtre faisaient-elles, parmi les enfants illégitimes, une place à part à ceux qui étaient issus d'un inceste ou d'un adultère et les distinguaient-elles des enfants naturels nés *ex soluto et soluta*? Telle est la question que nous allons examiner successivement en droit romain, en droit canonique, en droit coutumier et en droit intermédiaire.

§ 1. — LE DROIT ROMAIN.

En droit romain, la filiation naturelle ne peut être établie à l'égard du père. L'enfant, même lorsqu'il est né *ex concubinato* et a un père certain, n'est rien vis-à-vis de lui au point de vue juridique, à moins qu'il n'entre sous sa *patria potestas* par le procédé de l'adoption.

La preuve de la paternité ne peut résulter que du mariage : « Mater semper certa est, etiam si vulgo

conceperit ; pater vero is est, quem nuptiæ demonstrant¹. » L'enfant né d'un adultère ne peut avoir comme père que le mari de sa mère : la preuve de toute autre filiation lui est interdite.

Il ne faudrait pas en conclure que le mari de la mère ne peut se soustraire à la présomption qui pèse sur lui. Tout d'abord, dans le mariage *cum manu*, le mari a le droit, d'après les anciens usages, de repousser (*tollere, suscipere*) l'enfant de sa femme. Même dans le mariage *sine manu*, alors que le droit de rejeter l'enfant a disparu, le mari n'est pas absolument désarmé lorsque sa femme accouche d'un enfant dont il n'est pas le père. Un fragment d'Ulpien contient en effet la règle suivante : On a le droit de démontrer que le fils de la femme n'est pas l'enfant du mari, lorsque celui-ci était certainement absent à l'époque de la conception, ou qu'il était à ce moment, par suite d'une infirmité ou d'une maladie quelconque, dans l'impossibilité d'engendrer².

Il ne suffirait pas, au contraire, de démontrer que la femme a commis un adultère à l'époque présumée de la conception : « Cum possit, dit Papinien, et illa adultera esse et impubes defunctum patrem habuisse »³. C'est, on le voit, à peu près le système actuel du désaveu. Mais il importe de remarquer que

1. Paul, 4 ad ed., D. II, 4 *de in jus vocando*, 5.

2. 9. ad Sab., D. I, 6, 6.

3. *Lib. sing. de adulteriis*, D. XLVIII, 5, ad leg. Jul., 12.

la preuve de l'impossibilité de cohabitation est permise à tout intéressé et à n'importe quel moment.

Si la paternité naturelle est ainsi inconnue du droit romain, la notion de maternité légitime, peut-on dire, lui est par contre tout à fait étrangère. L'enfant né hors mariage est rattaché à sa mère par les mêmes liens de droit que l'enfant issu des *justæ nuptiæ*.

La preuve de la filiation résulte de celle de l'accouchement. Celui-ci, étant un fait matériel, s'établit par tous les moyens, et principalement par témoins. A partir de Mac-Aurèle, on peut en outre invoquer les registres de naissance tenus par les *tabularii* de chaque cité¹.

L'enfant né d'un père marié et d'une femme libre se trouve dans la situation d'un enfant naturel ordinaire : sa filiation n'est établie que vis-à-vis de sa mère. Supposons d'autre part que des personnes, parentes au degré prohibé, se marient néanmoins : leurs enfants seront considérés seulement comme des *vulgo concepti*. C'est à eux que Modestin fait allusion lorsqu'il dit : « Vulgo concepti dicuntur qui patrem demonstrare non possunt, vel qui possunt quidem, sed eum habent quem habere non licet »².

Les droits reconnus par la loi civile ou par le pré-

1. *Vita Marci*, c. 9 ; Apulée, *Apol.*, 89.

2. D. I, 5, *de statu hominum*, 23.

teur, par les sénatus-consultes ou par les constitutions impériales appartiennent sans distinction à tous les enfants de la même mère, qu'ils soient nés d'un mariage régulier ou qu'ils soient au contraire issus d'une union libre (*liberi naturales*) ou d'une rencontre isolée (*vulgo concepti*). Ils lui succèdent tous de la même manière, soit en vertu de la *bonorum possessio unde cognati*, soit d'après l'Orphitien.

Cependant, au VI^e siècle, après le règne de Constantin, ces règles furent modifiées ; le droit classique s'ébranla sous l'influence des idées chrétiennes. En même temps que l'*agnatio* perdait du terrain, on se mit à distinguer la *cognatio* illégitime de la *cognatio* légitime. L'enfant naturel ne conserva des droits égaux à ceux de l'enfant issu du mariage que s'il n'était pas le fruit d'une union coupable ; une constitution d'Honorius et d'Arcadius vint effacer, pour les enfants adultérins ou incestueux, les effets de la maternité.

Sous le Bas-Empire, grâce à l'influence de l'Eglise, on permit aux parents d'un enfant naturel de le légitimer par mariage subséquent. Justinien imagina même la légitimation par rescrit du Prince, pour suppléer à la légitimation par mariage, au cas où celle-ci n'aurait pas été possible.

Les enfants adultérins ou incestueux furent exclus du bénéfice de la première. En effet la légitima-

tion par mariage n'était possible que si les parents avaient eu le droit de se marier au moment de la conception. Une constitution de Justinien, qui date de 538, prohibe la légitimation des enfants nés de personnes dont le mariage est « odieux et défendu¹ »; une autre constitution déclare : « Primum quidem omnis qui ex complexibus (non enim vocabimus nuptias) aut nefariis aut incertis, aut damnatis processerit, iste neque naturalis nominatur neque abortus est a parentibus². »

Tel était l'état du droit en cette matière à la fin du Bas-Empire.

§ 2. — LE DROIT CANONIQUE

Le Droit canonique a tenu, dans l'ancienne France, une place considérable. Les tribunaux ecclésiastiques étaient, au Moyen-Age, compétents sur une foule de points qui, normalement, sont du ressort des juridictions laïques ; et lorsqu'ils furent peu à peu refoulés par l'autorité royale, les principes qu'ils avaient établis n'en continuèrent pas moins, pour la plupart, à être appliqués comme par le passé.

Au premier rang des questions qui furent, à l'origine, soumises à la compétence des officialités, figurent les questions relatives à la filiation et à la

1. Nov. 74, c. 6.

2. Nov. 89, c. 15.

bâtardise, et c'est à l'influence de l'Église qu'il faut attribuer la rigueur qui, dans notre ancien droit, frappa les enfants naturels.

D'une part, la religion chrétienne considère la chasteté et le célibat comme l'état idéal ; d'autre part, en faisant du mariage un sacrement, elle a resserré la notion du lien conjugal. Elle devait donc se montrer d'une sévérité particulière à l'égard de ceux qui se rendent coupables d'un acte charnel en dehors du mariage. Dès l'origine, les théologiens ont poursuivi de la façon la plus énergique le péché de la chair.

Mais, si elle a condamné avec une telle sévérité la *copula carnalis* accomplie hors du mariage, la religion chrétienne n'a pas, au point de vue théologique pur tout au moins, étendu sa rigueur à ceux qui en sont issus. Non seulement ils ne sont pas exclus de la communion des fidèles, mais ils sont admis à tous les sacrements. On ne peut en effet leur reprocher le vice de leur origine ; il se trouve non dans leur propre faute, mais dans celle de leurs parents. La théologie, qui se préoccupe de la conscience des fidèles, du *for intérieur*, ne peut leur faire subir les conséquences du péché d'autrui.

Il en est autrement du droit canon, qui a en vue non plus la direction morale des consciences, mais l'organisation de l'Église militante ; à l'égard du *for extérieur*, l'Église juge qu'il y aurait scandale à pla-

cer sur un pied d'égalité les enfants issus du mariage légitime et ceux qui sont nés d'une *copula carnalis* extramatrimoniale. Aussi place-t-on ces derniers, à bien des points de vue, dans une situation inférieure et, lorsque la faute des parents s'aggrave d'une circonstance particulière comme l'inceste ou l'adultère, la condition des enfants est pire encore.

Le droit canon interdit aux enfants naturels l'accès des ordres et la collation des bénéfices ecclésiastiques. Ces deux prohibitions ne se sont pas introduites d'un seul coup, et l'on a pu en retracer les diverses étapes. Les plus anciens textes canoniques interdisent les ordres aux fils de prêtres seulement¹. Plus tard, un concile de Meaux étend la prohibition aux enfants nés d'un rapt; Reginon de Prüm y comprend en outre les enfants adultérins ou incestueux. Au XI^e siècle, le règle s'applique enfin à tous les enfants naturels. Cette évolution est à notre point de vue particulièrement intéressante, parce qu'elle décèle chez les canonistes une hostilité plus grande contre les enfants adultérins, incestueux ou fils de prêtres (issus *ex damnato coïtu*) que contre les autres enfants illégitimes.

Le droit canon, avec sa souplesse habituelle, admit que la situation des enfants naturels ne serait

1. V. sur ce point deux Conciles de Tolède.

pas sans remède. Il leur permit d'entrer dans les ordres et d'obtenir des bénéfices en créant dans ce but une légitimation spéciale, la légitimation *ad sacra*. Elle était accordée jusqu'au XI^e siècle par l'évêque, depuis le XII^e et le XIII^e siècles par le pape. Elle ne donnait pas à l'enfant un père ou une mère; elle ne lui confiait même pas, comme on pourrait le concevoir, la qualité de légitime en dehors de toute filiation. Elle lui permettait seulement d'entrer dans les ordres. Il est probable, d'ailleurs, qu'à cet égard, il n'y avait aucune différence entre les enfants adultérins ou incestueux et les autres enfants naturels, car les textes canoniques ne disent rien de spécial sur ce point.

En dehors de la légitimation *ad sacra*, le droit canon a connu une autre légitimation, d'un ordre plus général, la légitimation *ad temporalia*, dont les règles, appliquées d'abord par les tribunaux ecclésiastiques, furent plus tard adoptées par les juridictions laïques.

La légitimation *ad temporalia* avait lieu, en droit canonique, soit par mariage subséquent, soit par rescrit du pape. C'était, on le voit, la transposition des règles romaines. L'Eglise sut donner plus d'ampleur à la légitimation par mariage subséquent et en faire une institution durable, parce qu'en réalité, c'était la seule qui fût dans son esprit.

La légitimation par rescrit du pape était au con-

traire destinée à disparaître. En 1201, lorsque Philippe-Auguste voulut légitimer les enfants qu'il avait eus d'Agnès de Méranie, il demanda au Pape des lettres de légitimation. Mais les rois de France ne tardèrent pas à revendiquer le droit de légitimer par lettres. A partir du XVI^e siècle, les légats auxquels le pape concédait le pouvoir de légitimer se heurtèrent à la jurisprudence hostile des Parlements, qui mit fin à ce procédé.

Cette théorie canonique excluait nécessairement les enfants incestueux ou adultérins du bénéfice de la légitimation *ad temporalia*, car elle n'avait fait qu'adopter les règles de Justinien et n'avait été définitivement fixée qu'après la Renaissance provoquée par l'École de Bologne.

A d'autres égards, le droit canon se montra plus indulgent vis-à-vis des enfants adultérins ou incestueux que la législation romaine. C'est lui qui sut affirmer leur droit de réclamer des aliments à leurs parents, droit qui leur était refusé par la Novelle 89 de Justinien. Nous avons sur ce point un texte de Panormitanus qui ne laisse aucun doute : « *Quinimo natis ex coïtu reprobato jura civilia denegant alimenta, ut in authent. Ex complexu C. de incest. nupt.* — Sed de jure canonico alimenta præstantur propter æquitatem naturalem¹ ».

1. Panormitanus, sur C. VI, x, *qui filii*, n. 12.

On admit même que les enfants adultérins ou incestueux pourraient recevoir de leurs parents, par testament, des legs d'aliments ou des legs de dot.

Pour obtenir les aliments qu'il leur accordait ainsi, le droit canonique autorisa les enfants incestueux ou adultérins à faire la preuve de leur filiation. D'autre part, comme la filiation « ex matrimonio repro-bato » créait des empêchements à mariage, on avait parfois à l'établir à cette occasion.

La preuve s'administrait suivant le droit commun. On établissait la filiation maternelle en prouvant le fait de l'accouchement, par tous les moyens. Quant à la filiation paternelle, on la considérait comme certaine toutes les fois que l'enfant était né d'une concubine « retenta in domo », à moins que le concubin ne pût démontrer la conduite irrégulière de la mère. Les *spurii*, d'après le droit commun, n'avaient de père que s'ils avaient été reconnus ou avaient la possession d'état d'enfants¹. On pourrait douter que le droit commun se soit appliqué sur ce point aux enfants adultérins. En effet, Hortensius nous dit : « Natus de adulterio ostendit patrem, sed non licet nominare. Verum tamen et hoc probatur per famam et affectionem et nominationem sive confessionem illius qui dicitur filius² ». Comment

1. Esmein, *Mariage*, t. II, p. 38.

2. *Summa*, p. 382.

faut-il interpréter ce texte qui paraît contenir une contradiction? Il semble interdire, dans la première partie, la preuve de la filiation adultérine, et l'admettre dans la seconde. En réalité, il s'explique d'une manière fort simple : l'enfant adultérin ne sera pas cru sur parole, il ne pourra pas non plus invoquer tout moyen de preuve. Il pourra seulement alléguer la possession d'état ou l'aveu du père. Loin d'être une dérogation au droit commun, ce texte en est au contraire une confirmation très nette.

En résumé, les enfants adultérins ou incestueux sont soumis, au point de vue de la preuve, aux mêmes règles que les enfants naturels simples, mais ils sont attachés d'une manière plus forte qu'eux à leur condition, puisqu'ils n'en peuvent sortir par la légitimation.

§ 3. — LA LÉGISLATION CIVILE AVANT 1789.

L'idée d'une tare résultant, pour les enfants illégitimes, du vice de leur origine, ne semble pas avoir été admise par les coutumes germaniques. De la répression très dure de l'adultère¹, on a voulu conclure à l'infériorité de la condition de celui qui était issu²; c'est là une hypothèse singulièrement har-

1. Tacite, *Germanie*, ch. xix.

2. Piton, *De la filiation des enf. adult.*, thèse, p. 21.

die, et nous ne saurions nous y rallier, en l'absence complète de textes.

L'enfant naturel, accepté par son père, avait probablement des droits très voisins de ceux qui appartenaient à l'enfant légitime, tout au moins lorsqu'il était né d'une femme libre. Ses droits héréditaires variaient suivant les coutumes ; la loi des Lombards lui accordait au plus un tiers de la succession, alors que chez les Mérovingiens il venait en concours avec les enfants légitimes, dont il était l'égal.

L'influence chrétienne fit de bonne heure passer de la législation intérieure de l'Église dans la loi civile la rigueur qu'elle témoignait aux enfants nés hors mariage. Ceux-ci furent désormais frappés d'une foule d'incapacités, et placés dans une situation fort inférieure, au point de vue du rang dans la société comme au point de vue des droits de famille : « *Nec genus, nec gentem habent* ».

Les fonctions publiques, les offices laïcs leur étaient interdits. Quant à la noblesse, ils ne pouvaient la recevoir que d'un édit du roi, fussent-ils nés de deux personnes nobles.

Comme ils n'avaient pas de famille, leur succession appartenait au seigneur : ce droit de bâtardise, analogue au droit d'aubaine, finit d'ailleurs par devenir un droit régalien. Ils ne pouvaient tester, pas plus qu'ils ne pouvaient recueillir la succession de leurs père et mère ni recevoir d'eux des dons ou

des legs. Peu à peu, cependant, leur situation s'améliora, et on leur permit de recevoir des legs particuliers, sauf s'ils étaient adultérins ou incestueux.

Sous l'influence du droit canonique, on leur reconnut le droit de réclamer des aliments à leurs parents : « Quelques coutumes, dit Loysel, disent qu'un bâtard, depuis qu'il est né, est entendu hors de pain ; mais on juge que qui fait l'enfant le doit nourrir¹. » Tout bâtard fut admis à établir, dans ce but, sa filiation paternelle ou maternelle, *fût-elle adultérine ou incestueuse*.

La preuve de la maternité résultait non seulement d'une reconnaissance volontaire, mais encore de la possession d'état, de l'acte de baptême, ou de simples témoignages ; il convient, à ce dernier point de vue, de signaler l'Édit de février 1566, qui, en astreignant les filles-mères à des déclarations de grossesse et d'accouchement, rendit la preuve testimoniale plus facile.

Quant à la filiation paternelle, elle s'établissait par la reconnaissance émanée du père, reconnaissance qui n'avait pas besoin d'être faite selon des jours déterminés. Il suffisait que l'intention du père ne fût pas douteuse ; l'aveu tacite, en cas de possession d'état, prouvait la paternité.

Celle-ci pouvait résulter également d'une action

1. I, I, 41.

en justice, intentée le plus souvent par la mère. La fille-mère avait le droit de désigner un homme comme étant l'auteur de sa grossesse ; et, suivant la maxime « *Creditur virgini parturienti* », celui-ci était condamné, sur cette simple affirmation, à lui payer les « frais de gésine ». Mais cette obligation était toute provisoire, et pour trancher la question de paternité, une instance était nécessaire.

La fille-mère devait apporter des preuves sérieuses de la paternité de l'homme qu'elle poursuivait, en établissant les relations qu'elle avait entretenues avec lui (cohabitation, écrits, etc...). Mais celui-ci pouvait lui opposer l'exception d'inconduite, « *exceptio plurium constupratorum* ». Quand la demande était fondée, le père était condamné à des dommages-intérêts envers la mère et était obligé de pourvoir à l'entretien de l'enfant.

De même qu'en droit canonique, les enfants naturels pouvaient être légitimés. La législation avait lieu soit par mariage subséquent, soit par lettres royaux.

Quelle était, à ce point de vue, la situation des enfants adultérins ou incestueux ? Ils ne pouvaient pas être légitimés par mariage subséquent, à moins que le mariage des parents n'eût été possible au moment de la conception grâce à une dispense. Ils pouvaient au contraire bénéficier de la légitimation par lettres royaux. L'histoire nous en offre des

exemples célèbres : Henri IV légitiba le fils adultérin qu'il avait eu d'Henriette d'Entragues, et Louis XIV légitiba ceux qui étaient nés de ses relations avec Mlle de Lavallière et Mme de Montespan ; il les déclara même habiles à lui succéder sur le trône de France.

Cette légitimation, il est vrai, ne donnait pas accès dans la famille ; elle valait *ad honores*, et non *ad successionem*. Elle permettait cependant de recevoir des dons et legs, et même de succéder, si les héritiers présomptifs y consentaient. En fait, l'enfant adultérin ou incestueux ainsi légitimé devenait presque l'égal de l'enfant légitime.

§ 4. — LA LÉGISLATION INTERMÉDIAIRE ET LES
TRAVAUX PRÉPARATOIRES DU CODE CIVIL.

La Révolution vint modifier profondément les règles relatives aux enfants naturels. Elle améliora leur sort en leur conférant des droits successoraux très importants¹, mais restreignit par contre les faci-

1. La loi du 12 brumaire an II accorda aux enfants naturels des droits égaux à ceux des enfants légitimes, tant en ligne directe qu'en ligne collatérale. Elle reconnut également des droits héréditaires aux *enfants adultérins ou incestueux*, et fixa leur part au tiers de celle des autres enfants.

Cette loi réglait les successions ouvertes depuis le 14 juillet

lités que leur accordait l'ancien droit pour établir leur filiation. La loi du 12 brumaire an II, en admettant que la paternité pourrait être prouvée par la possession d'état lorsque le père serait mort, prohiba la recherche de la paternité du vivant de celui-ci. La loi étant muette sur la preuve de la maternité, la jurisprudence estima qu'à cet égard les règles anciennes étaient conservées. Aucune distinction n'était faite, d'ailleurs, entre les enfants naturels simples et les adultérins ou incestueux.

Au contraire, les divers projets de Code civil que déposa Cambacérès contenaient des dispositions défavorables aux enfants adultérins ou incestueux. Le premier de ces projets, présenté à la Convention le 9 août 1793, au nom du Comité de législation, stipulait dans l'art. 9 de son titre IV : « Nul enfant ne peut être reconnu valablement par un père engagé dans les liens du mariage à l'époque de la conception ; à moins que le père n'épouse la mère après la dissolution de ce mariage et avant la naissance de cet enfant. »

Ainsi le père marié ne peut reconnaître l'enfant qu'il a conçu, au cours de son mariage, avec une autre que sa femme : telle est la seule prohibition

1789, et resta étrangère à celles qui suivirent sa promulgation. Son article 10 renvoyait sur ce point au Code civil.

Une loi du 15 thermidor an V vint d'ailleurs en suspendre l'application.

formulée par ce premier projet. Encore ce principe reçoit-il une exception lorsque, entre l'adultère et la naissance de l'enfant, le mariage du père a été dissous par une circonstance quelconque et que le père a épousé la mère. On est encore loin de la conception du Code civil, qui interdit d'une façon absolue la reconnaissance de tout enfant adultérin ou incestueux ; mais la solution projetée marque un achèvement vers ce but.

Le second projet de Cambacérès, déposé le 23 fructidor an II, reproduit dans son article 8 la disposition ci-dessus, mais en supprimant la restriction dont nous venons de parler : « L'enfant d'une femme non mariée ne peut être reconnu que par l'homme qui n'était pas marié neuf mois avant la naissance de l'enfant ».

Cette rédaction pourrait au premier abord paraître défectueuse, car elle ne vise que l'enfant né d'une femme libre ; mais elle se comprend aisément si l'on considère que ce projet supprimait le désaveu : l'enfant avait donc nécessairement pour père légal le mari de sa mère.

Dans le troisième projet de Cambacérès déposé sous le Directoire, le 24 prairial an IV, au Conseil des Cinq-Cents, cette rédaction subsista dans l'article 131. D'autre part, le désaveu était admis par les articles 110 à 113 du projet : mais les enfants désavoués, pas plus qu'aucun autre enfant adultérin, ne

pouvaient être reconnus, car l'art. 130 interdisait aux parents de reconnaître leur enfant lorsque l'un d'eux avait été précédemment marié et que cet enfant était né moins de 286 jours après la dissolution du mariage antérieur.

Ainsi, progressivement, Cambacérès en était arrivé à interdire la reconnaissance des enfants adultérins.

Quant aux enfants incestueux, leur reconnaissance était également impossible, car le projet n'admettait la reconnaissance que dans l'acte de mariage des parents : or, par hypothèse, le mariage des parents d'un enfant incestueux est prohibé.

Le premier projet élaboré par la Commission nommée par le Premier Consul (projet de l'an VIII) ne contenait, au sujet de la filiation adultérine ou incestueuse, aucune disposition exceptionnelle. Mais, dans le second projet soumis aux délibérations du Conseil d'État, figuraient trois articles relatifs à cette question ; ils y avaient été insérés sur l'initiative d'un tribunal d'appel. Le tribunal de Lyon¹ avait demandé, en effet, que fussent interdites les reconnaissances d'enfants adultérins ou incestueux, et que des peines sévères fussent prononcées contre leurs auteurs et les officiers publics qui les recevraient.

C'est cette proposition du tribunal de Lyon qui inspira aux législateurs de 1804 le vote des articles 331, 335 et 342, dont l'étude fera l'objet de notre premier chapitre.

1. Fenet, t. IV, p. 74.

CHAPITRE PREMIER

LE CODE ET LA JURISPRUDENCE

Nous nous proposons d'analyser, dans ce chapitre, le système du Code et de passer en revue les solutions élaborées par la jurisprudence, au cours du siècle dernier, en présence des difficultés qu'a soulevées son application.

Théoriquement, ce système est d'une grande simplicité. La loi veut ignorer d'une façon absolue toute filiation illégitime entachée d'un caractère incestueux ou adultérin ; il n'y a place que pour la filiation légitime et la filiation naturelle simple. En conséquence, le Code défend de rechercher en justice toute filiation adultérine ou incestueuse, comme il en prohibe la reconnaissance volontaire. C'est ce que décident en termes formels les articles 335 et 342.

« Cette reconnaissance, dit l'art. 335, ne pourra avoir lieu au profit des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin. » Et l'article 342 décide : « Un enfant ne sera jamais admis à la recherche soit

de la paternité, soit de la maternité, dans les cas où, suivant l'article 335, la reconnaissance n'est pas admise. » Enfin, l'art. 331, tirant une conséquence logique de cette double prohibition, déclare que « *les enfants nés hors mariage autres que ceux nés d'un commerce incestueux ou adultérin, pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les auront reconnus avant leur mariage, ou qu'ils les reconnaîtront dans l'acte même de célébration* ».

Tels sont les textes par lesquels le législateur de 1804 a traduit sa volonté. Les solutions sont en elles-mêmes fort simples, puisqu'elles sont absolues. Leur application a soulevé néanmoins de très grosses difficultés. « Il n'est pas de questions plus délicates, disait en 1860 M. Dutruc¹, que celles qui touchent à la filiation adultérine ou incestueuse. Le voile dont la loi s'efforce de couvrir la honte d'une telle filiation et que les circonstances viennent soulever malgré elle, projette sur les difficultés provoquées par ces mêmes circonstances une obscurité embarrassante. Elle fait surgir des contestations souvent fort sérieuses et naître des doutes qu'il n'est pas toujours facile de trancher ». Tout ceci est exact, et nous aurons bientôt l'occasion de le montrer d'une façon précise. Non seulement l'application de la loi

1. S. 60.2.1.

soulève des difficultés inextricables, mais encore le but qu'elle se propose est en fait très imparfaitement atteint. Il arrive assez fréquemment qu'une filiation adultérine ou incestueuse soit judiciairement établie, qu'une telle filiation soit l'objet d'une reconnaissance valable. Bien plus, la jurisprudence a fait produire des effets importants à la filiation adultérine ou incestueuse simplement constatée en fait.

Ainsi, les règles posées par le Code n'ont pu entièrement dominer les faits : la force même des choses a imposé des exceptions. Il n'est pas possible d'ignorer d'une façon absolue, comme le voudrait la loi, la filiation adultérine ou incestueuse.

Nous allons étudier l'une après l'autre les trois prohibitions édictées par le Code, en examinant pour chacune d'elles les questions qui se sont posées dans la pratique.

§ 1. — PROHIBITION DE LA RECHERCHE EN JUSTICE DE LA FILIATION ADULTÉRINE OU INCESTUEUSE (article 342)

Cette prohibition est absolue et ne souffre aucune exception directe. La recherche de la paternité n'est même pas admise en cas d'enlèvement, lorsque le ravisseur ou la femme ravie était marié à l'époque

du rapt. « La recherche de la maternité devrait être rejetée dans le cas même où un enfant naturel ayant été reconnu par un homme non marié, on voudrait, pour attaquer cette reconnaissance comme faite en contravention à l'art. 335, prouver que cet enfant a pour mère une femme qui était déjà mariée à l'époque de la conception » (Aubry et Rau, 4^e éd., § 572).

A vrai dire, cet article 342 n'a pas soulevé dans son application des difficultés bien sérieuses. On en trouve une seule dans les arrêts. La voici. On sait que lorsque l'enfant, ne pouvant établir sa filiation légitime par son acte de naissance, est contraint d'intenter une action en recherche de maternité, la présomption « *pater is est quem justæ nuptiæ demonstrant* » peut être écartée, non pas d'après les règles spéciales au désaveu, mais à l'aide de tous les moyens dont le père présumé ou les adversaires de l'enfant peuvent disposer (art. 325). Cet article suppose, on le voit, que l'enfant intente une action en recherche de maternité. Mais on s'est demandé si, en cas d'inaction de la part de l'enfant, les intéressés ne pourraient pas prendre les devants et combattre la présomption de paternité que, le cas échéant, l'enfant viendrait à invoquer, après avoir établi en justice sa filiation maternelle. On aperçoit tout de suite l'intérêt qu'il y aurait à permettre cette action anticipée. Le mari peut avoir en mains des preuves

certaines qui avec le temps s'affaibliraient, ou peut-être même disparaîtraient : il ne retrouvera plus les témoins, ou ceux-ci seront morts. Probablement frappée de ces considérations de fait, la jurisprudence a autorisé cette action anticipée (Cass. 24 fév. 1854, S. 54.1.225 — Cass. 9 mai 1864, S. 64.1.305). Mais on voit immédiatement — et personne ne s'y est trompé — que cette action tombe directement sous le coup de l'article 342. Analysons en effet la prétention du mari (ou des personnes intéressées) : ce qu'il veut, c'est détruire la présomption de l'art. 312. Mais, pour y arriver, il lui faut établir d'abord que cet enfant est né de sa femme, et ensuite qu'il n'en est pas le père. Il intente donc une véritable action en recherche de filiation adultérine, puisqu'il annonce d'avance qu'il n'est pas le père de l'enfant. L'art. 342 est violé de la façon la plus évidente. Ajoutons enfin que cette jurisprudence se trouve en contradiction avec une autre jurisprudence solidement établie, d'après laquelle il est interdit à toute personne de rechercher à l'encontre de l'enfant sa véritable filiation.

Quoi qu'il en soit, il est constant que cette jurisprudence, — à tort, croyons-nous, — permet dans cette hypothèse d'établir en justice une filiation adultérine.

Ce cas n'est pas, tant s'en faut, le seul dans lequel une filiation adultérine ou incestueuse se

trouve juridiquement établie. Il s'est produit en effet ce phénomène curieux que, nécessairement et sans que l'on puisse critiquer en rien ces résultats au point de vue légal, de nombreuses filiations adultérines ou incestueuses se trouvent judiciairement certaines. Ces cas sont bien connus ; qu'il nous suffise de les rappeler ici.

C'est en premier lieu l'hypothèse où un jugement admet le désaveu intenté par le mari de la mère ou par ses héritiers. L'enfant est alors adultérin, puisqu'il est né d'une femme mariée et d'un autre que le mari. Il en est de même lorsque, l'enfant ayant triomphé dans l'action en réclamation d'état intentée contre sa mère, le mari réussit à prouver qu'il n'en est pas le père. Pareillement, la filiation de l'enfant est adultérine lorsque le mariage de ses parents est annulé parce que l'un d'eux se trouvait engagé dans les liens d'une précédente union, aucun d'eux n'étant de bonne foi ; elle est incestueuse lorsque le mariage est annulé comme ayant été contracté entre deux personnes parentes ou alliées au degré prohibé et connaissant les liens de parenté ou d'alliance qui les unissent l'un à l'autre. On a cependant quelquefois prétendu qu'on ne se trouvait pas ici en présence d'une véritable filiation adultérine ou incestueuse. En effet, a-t-on dit, la présomption de paternité établie par l'art. 312 suppose l'existence d'un mariage : or ici il n'y en a pas. Un mariage annulé

ne peut produire aucun effet, ni au profit ni à l'encontre de qui que ce soit. Mais — fait très justement remarquer M. Planiol¹ — toutes les raisons qui justifient la présomption de l'art. 312 subsistent malgré l'annulation du mariage. La présomption de paternité ne repose pas sur l'existence abstraite du lien juridique qu'on appelle mariage, mais bien sur un ensemble de faits qui rendent infiniment probable la paternité du mari. On peut ajouter qu'il serait peu logique que, malgré l'état du mariage dans lequel les époux ont vécu, la paternité fût réputée douteuse, alors que le simple enlèvement de la femme a pour effet de la rendre certaine et permet de la rechercher.

Enfin, aux cas que nous venons de rappeler, il faut ajouter celui où la filiation adultérine ou incestueuse aurait été, par une erreur de fait ou de droit, constatée par un jugement passé en force de chose jugée.

Dans tous ces cas, l'enfant est légalement uni à ses parents par dès liens de filiation, au même titre qu'un enfant naturel simple, mais les effets qui découlent d'une telle situation sont extrêmement amoindris. Voici en effet à quel point les droits des enfants adultérins ou incestueux ont été réduits. Ils ne peuvent prétendre qu'à des aliments à l'encontre

1. Planiol, 5^e édit., t. I, n° 1541.

de la succession de leurs parents (art. 762); et ces aliments sont déterminés eu égard aux facultés du père et de la mère, au nombre et à la qualité des héritiers légitimes (art. 763) : c'est dire qu'ils peuvent être minimes. Ils peuvent même échapper entièrement à l'enfant lorsque son père ou sa mère lui auront fait apprendre un art mécanique (art. 764). Pour faire respecter ces dispositions rigoureuses, la loi a décidé dans l'art. 908 que « les enfants adultérins ou incestueux ne pourraient rien recevoir par donation entre vifs ou par testament au-delà de ce qui leur est accordé par les articles 762, 763 et 764 ».

Telle est la situation que la loi a faite aux enfants dont la filiation adultérine ou incestueuse a été judiciairement établie.

Il nous faut maintenant aborder l'étude, plus importante et plus délicate, de l'art. 335.

§ 2. — PROHIBITION DE LA RECONNAISSANCE DE LA FILIATION ADULTÉRINE OU INCESTUEUSE (art. 335)

Des trois articles que nous avons entrepris d'étudier dans ce chapitre, l'article 335 est certainement celui qui a soulevé les plus grosses difficultés; c'est à propos de lui que M. Dutruc écrivait les lignes que nous avons citées plus haut.

A le lire, il paraît cependant fort simple. On ne peut reconnaître un enfant adultérin ou incestueux ; aucune exception n'est admise. Il est bien évident que pour que cet article reçoive son application, il faut que l'on se trouve en présence d'une filiation adultérine ou incestueuse dûment constatée en fait. Et le point délicat va consister à déterminer quand il y aura preuve légale du vice d'adultérinité ou d'inceste. S'il est souvent facile de le dire, il se présente parfois certaines circonstances qui rendent cette recherche très compliquée. Faudra-t-il alors que la preuve du vice résulte des actes de l'état civil ? Ou bien se contentera-t-on de preuves moins rigoureuses ? Et, dans cette voie, où s'arrêtera-t-on ? Tel est le problème nettement défini qu'il nous faut examiner ici. Pour le faire avec quelque clarté, nous distinguerons trois hypothèses principales : celle où les parents ont reconnu leur enfant par un seul et même acte, celle où la reconnaissance a été faite par les parents dans deux actes différents, celle enfin, de toutes la plus délicates, où il n'y a eu qu'une seule reconnaissance.

1^{re} Cas. — Les deux parents ont reconnu l'enfant dans un seul et même acte. Il y a reconnaissance simultanée. Ici, aucun doute ne peut s'élever, du moment qu'il est d'autre part établi que les deux auteurs de la reconnaissance sont parents au degré prohibé ou que l'un d'eux était engagé dans les liens

du mariage au moment de la conception. Il y a preuve légale du vice, et l'article 335 reçoit son application : les deux reconnaissances tombent à la fois¹.

2^e Cas. — La situation est toute différente lorsque la reconnaissance dont l'enfant a été l'objet de la part de ses père et mère résulte de deux actes distincts et sans lien entre eux. L'une des deux reconnaissances ne va-t-elle pas être valable ? et laquelle ?

Considérons d'abord une reconnaissance de filiation adultérine. On admet ici que le caractère adultérin de la filiation par rapport à l'un vicie absolument la déclaration émanant de l'auteur marié, mais que l'autre acte, distinct du précédent, ayant une existence propre, ne se référant en rien à la reconnaissance entachée de nullité, n'en reçoit aucune atteinte et constate régulièrement le lien naturel qui

1. C'est en ce sens que se prononce la jurisprudence (Paris, 7 avril 1825 ; Bourges, 4 janvier 1839, S. 39.2.289 ; Cass. civ. 25 juin 1877, S. 78.1.217 ; Cass. 17 juillet 1900, S. 1901.1.345), ainsi que la majorité des auteurs : Merlin, *Rép.* v^o *Filiation*, n^o 19 ; Demolombe, *Paternité et Filiation*, n^o 579 ; Demante, *Cours analytique C. Civ.*, t. III, n^o 63 bis IV ; Aubry et Rau, 4^e éd. t. VI, § 572, p. 218 en note ; Laurent, *Principes de Droit civil*, t. IV, p. 145 ; Baret, *Histoire et critique des règles sur la preuve de la filiation naturelle*, p. 121 ; Bonnier, *Traité des preuves*, t. II, n^o 571 bis.

Cependant, quelques auteurs sont d'un avis contraire. On peut citer Taulier, *Cod. Civ.*, t. I, p. 415 ; Duranton, t. III, n^o 202 ; Cadrès, *Des enfants naturels*, n^o 63.

unit l'enfant soit à sa mère, soit à son père non marié¹. Nous avons ici deux actes nettement séparés : d'une part, une reconnaissance d'enfant naturel, autorisée par l'article 334, et d'autre part une reconnaissance d'enfant adultérin, formellement prohibée par l'article 335. Celle-ci n'aurait pas dû être reçue, et lorsqu'elle l'a été par erreur et que l'on vient plus tard à découvrir le vice qui la frappe, il faut la déclarer non écrite : elle ne peut produire aucun effet.

En conséquence, celle qui est permise ne peut être annihilée par un acte nul. Elle doit subsister en tant que reconnaissance d'enfant naturel.

L'embarras est plus grand en ce qui concerne la filiation incestueuse. Suivant les uns, on doit maintenir la reconnaissance qui a été faite la première, parce que c'est la seconde seulement qui fait apparaître l'inceste. Toutefois la reconnaissance faite par le père devrait être tenue pour nulle, si la maternité était postérieurement prouvée de la manière prescrite pour l'article 341². D'après Duranton³, c'est la reconnaissance de la mère qui doit l'emporter en principe, comme offrant plus de garantie, plus de

1. En ce sens, motifs d'un arrêt de la Cour de Grenoble, rapporté sous Cass. 25 juin 1877, S. 78.1.217. *Adde*, Taulier, *loc. cit.*; Duranton, t. III, n° 198; Aubry et Rau, *loc. cit.* et note 8.

2. Aubry et Rau, *loc. cit.*

3. T. III, n° 198.

certitude, puisque la maternité est un fait matériel sur lequel il est impossible de se méprendre, tandis que le père ne saurait être sûr de sa paternité. Taulier¹ pense que la préférence doit être accordée à la reconnaissance que l'enfant considère comme la plus avantageuse pour lui. Enfin Demolombe² laisse aux juges le soin d'apprécier quelle est celle des deux reconnaissances qui doit être maintenue.

Quoi qu'il en soit, tous ces auteurs estiment que l'une des deux reconnaissances est valable. Seul M. Labbé (note au *Journal du Palais*, 1861, p. 769) prétend que la nullité doit frapper les deux reconnaissances. Voici quel est son raisonnement. Les deux reconnaissances, quoique de dates différentes, sont aussi probantes l'une que l'autre. Nous supposons qu'elles ne sont pas contestées, ou du moins qu'elles ne le sont que comme illicites, non comme mensongères ; elles n'ont qu'un tort, celui d'établir une filiation incestueuse. Elles doivent donc être toutes deux annulées. S'il y a inceste, l'inceste vicie aussi bien la première que la seconde reconnaissance ; la première laissait ce fait dans l'ombre, mais la seconde imprime à la filiation reconnue dans l'acte le plus ancien un caractère incestueux ; l'une des deux reconnaissances, fût-ce la première, ne

1. *Code Civil*, t. I, p. 415.

2. *Paternité et Filiation*, n° 580.

saurait échapper à la nullité que si on arrive à prouver la fausseté de l'autre.

Bien que ce raisonnement paraisse se trouver en parfait accord avec une jurisprudence qui — nous le verrons bientôt en étudiant le cas d'une seule reconnaissance — se montre très large pour admettre qu'il y a preuve légale du vice d'adultérinité ou d'inceste, nous ne pouvons nous y rallier, car il aboutit en fin de compte à faire produire un résultat à un acte qui légalement doit être considéré comme inexistant.

3^e Cas. — Laissons maintenant de côté les hypothèses relativement simples où l'enfant a été reconnu à la fois par son père et par sa mère, pour nous attacher à celles où il n'y a eu de reconnaissance que de la part d'un seul parent.

En principe, une telle reconnaissance est parfaitement valable, à moins qu'il n'y ait preuve légale du vice d'adultérinité ou d'inceste. Et c'est ici surtout que la détermination de cette preuve soulève de grosses difficultés. Sans doute, il peut se faire, ainsi que nous l'avons déjà vu, que le caractère adultérin de la filiation soit établi indépendamment de toute déclaration de la part des père et mère, et résulte par exemple du fait que l'enfant a été désavoué par le mari de sa mère. Il est évident que, dans ce cas, le véritable père ne sera pas admis à reconnaître son enfant. A cet égard, nulle difficulté.

Le doute ne commence que lorsque la reconnaissance unique contient une déclaration d'où résulte le caractère adultérin ou incestueux de la filiation. Cette déclaration constitue-t-elle la preuve légale du vice lui-même ? Pour résoudre cette question, il y a lieu de distinguer soigneusement les différentes situations qui peuvent se présenter ; peut-être ne comportent-elles pas la même solution. Nous les classerons en deux groupes.

a) Le premier groupe d'hypothèses se caractérise par le fait suivant : l'enfant n'a pas été reconnu par sa mère dans un acte authentique, mais il invoque comme équivalente à cette preuve l'indication que, de l'aveu et du consentement de sa mère, le père a faite de cette dernière dans l'acte qui constate sa propre reconnaissance. En d'autres termes, l'enfant s'appuie, pour établir sa filiation à l'égard de sa mère, sur l'article 336 tel que l'interprète la jurisprudence. Or, la déclaration ainsi faite par le père révèle le vice d'adultérinité ou d'inceste. Dira-t-on qu'il y a preuve légale du vice lui-même ? Supposons d'abord que le père de qui émane la reconnaissance soit marié et que la femme qu'il indique comme mère de l'enfant soit libre. Un point est évident : la reconnaissance du père est nulle. Mais la reconnaissance de maternité résultant de l'indication faite par le père et corroborée par l'aveu de la mère sera-t-elle nulle également ? La même question se

pose si, la mère désignée dans l'acte de reconnaissance étant mariée, le père se trouve libre. La reconnaissance de maternité, résultant de l'indication faite de l'aveu et du consentement de la mère, est nulle ; mais en est-il de même de la reconnaissance de paternité ? En d'autres termes, l'indication de maternité, faite par un père marié dans un acte de reconnaissance, relativement à une femme libre, est-elle nulle comme la reconnaissance elle-même ? La reconnaissance de paternité faite par un père libre avec l'indication comme mère d'une femme mariée, est-elle nulle par raison de la nullité qui frappe la reconnaissance de maternité ?

Ces deux questions doivent évidemment recevoir la même solution. La première seule a été tranchée par la jurisprudence. A deux reprises, la Chambre des Requêtes a admis la validité de la reconnaissance de maternité résultant de l'indication d'une femme libre faite, de son aveu, par un homme déjà marié au moment de la conception de l'enfant (Req. 11 nov. 1819 ; Req. 7 janv. 1852, S. 52.1.12. — *Adde* : Dijon 29 août 1818 ; Bourges 12 juillet 1859, S. 60.2.1. — Cf. les observations de M. Labbé sous Cass. au *Jonrnal du Palais*, 1861, p. 769).

Voici quelle était l'argumentation de la Chambre des Requêtes : « Attendu, nous dit-elle dans son « arrêt du 7 janvier 1852, que si Laurent Grégoire,

« qui était engagé dans les liens du mariage, ne
 « pouvait, aux termes de l'art. 325 du Code civil,
 « reconnaître Eugénie pour sa fille adultérine, il a
 « pu du moins indiquer la mère qui était libre, et
 « que cette indication a dû produire à l'égard de
 « Marie Licat et d'Eugénie les effets que l'art. 336
 « du même Code y attache quand elle est faite avec
 « l'aveu de la mère par celui qui déclare être le père
 « de l'enfant... » La thèse adoptée par la Chambre
 des Requêtes était, on le voit, assez hardie dans la
 protection qu'elle voulait assurer à l'enfant. Elle dis-
 sociait les deux éléments que renfermait l'acte du
 père, la reconnaissance proprement dite d'une part
 et l'indication de la mère de l'autre ; la première était
 nulle et devait être considérée comme totalement
 dépourvue d'effet, mais la seconde était pleinement
 valable. C'était une interprétation quelque peu pré-
 torienne de l'art. 336 ; elle n'avait que peu de chance
 d'être acceptée. En effet, la Chambre Civile ne tarda
 pas à la repousser (Cass. Civ. 1^{er} mai 1861 (2 arrêts),
 S. 61.1.486 et *Journal du Palais*, 1861, p. 769 ;
 Cass. Civ. 25 juin 1877, S. 78.1.217. — Limoges,
 19 mars 1862, S. 62.2.255). Elle revint ainsi à une
 saine application de l'article 336. « Attendu, dit-elle
 « dans son arrêt du 25 juin 1877, que si l'indica-
 « tion de la mère dans l'acte de reconnaissance du
 « père a pour effet de donner à tout aveu de la
 « mère, sous quelque forme et à quelque époque

« qu'il se produise, la valeur d'une reconnaissance
« légale de maternité, c'est à la condition que la
« reconnaissance du père soit elle-même efficace;
« que les expressions de l'art. 336 C. Civ. : « La
« reconnaissance du père... n'a d'effet qu'à l'égard
« du père », supposent une reconnaissance qui est
« aux yeux de la loi attributive de la qualité de père
« et susceptible de produire tous les effets légaux
« attachés à la paternité naturelle ; que c'est en vue
« et en considération seulement d'une pareille recon-
« naissance que la loi attache une certaine valeur à
« l'indication de la mère, de sorte que si la recon-
« naissance du père est frappée d'inefficacité, l'in-
« dication de la mère doit disparaître avec
« elle.... ».

Ce raisonnement a convaincu la Chambre des Requêtes, et depuis l'arrêt du 29 janvier 1883 ¹, le conflit entre les deux Chambres a cessé. Nous verrons même tout à l'heure que la Chambre des Requêtes est allée plus loin que la Chambre Civile et a accepté une doctrine peut-être excessive.

Retenons pour l'instant, en la résumant, la solution donnée par la jurisprudence aux deux hypothèses qui nous occupent. La preuve légale du vice d'adultérinité résulte suffisamment de l'indication faite par la mère, avec ses aveu et consentement,

1. S. 84.1.73, note Lacointa, D. 83.1.319.

sans qu'il y ait à distinguer le cas où le père est engagé dans les liens du mariage, la mère étant libre, de celui où la situation des parents est inverse. Ici, la reconnaissance de paternité, non plus que l'indication de maternité, ne peuvent être déclarées valables. La filiation adultérine est légalement établie ; l'art. 335 reçoit entière application et empêche l'art. 336 de produire lui-même effet.

B) Envisageons maintenant une seconde série d'hypothèses, et supposons que l'indication de maternité ou même de paternité soit faite d'autorité par l'auteur de la reconnaissance, sans le consentement de l'autre parent.

Voici par exemple un homme libre qui se reconnaît père d'un enfant et désigne, dans l'acte authentique qui constate sa reconnaissance, une femme mariée comme étant la mère de cet enfant, sans l'aveu ni le consentement de celle-ci. Nous pourrions aussi bien supposer que le père est marié, la mère étant libre. Il peut se faire aussi qu'une femme, qui, aux yeux de la loi, n'a jamais qualité pour désigner le père, l'indique en reconnaissant son enfant et que de sa déclaration résulte, par rapport à l'état du prétendu père ou d'elle-même, une filiation adultérine. De telles indications qui, on le voit, n'ont aucune force légale, vont-elles cependant constituer une preuve légale du vice d'adultérinité entraînant application de l'article 335 ?

Le doute n'est pas possible pour certaines des hypothèses que nous venons d'émettre, car elles tombent directement sous l'application de la jurisprudence de la Cour de Cassation, telle qu'elle ressort de nos explications précédentes : ce sont les hypothèses où l'auteur de la reconnaissance — que ce soit le père ou la mère, peu importe — est marié et désigne comme parent de l'enfant un autre que son conjoint. Dans ce cas, en effet, la reconnaissance, étant prohibée par la loi, est inefficace, et toutes les mentions de l'acte authentique, quelles qu'elles soient, sont frappées de nullité. Nous l'avons antérieurement établi.

Le doute et la difficulté s'élèvent au contraire lorsque l'auteur de la reconnaissance est libre. L'indication de l'autre parent marié faite par lui, d'autorité, ne doit-elle pas alors être considérée comme sans force, laissant par conséquent entièrement valable la reconnaissance elle-même ? Il est, en effet, difficile de comprendre comment, d'une indication qui, aux yeux mêmes de la loi, est dépourvue d'effets, pourrait résulter la preuve du vice d'adultérinité ou d'inceste.

C'est cependant à ce dernier parti que s'est arrêtée la Chambre des Requêtes, dans son arrêt du 29 janvier 1883, poussant ainsi jusqu'à l'extrême la doctrine, autrefois méconnue par elle, de la Chambre Civile. L'espèce, il est vrai, présentait des parti-

cularités remarquables qu'il importe de signaler. Voici les faits : M. Joseph-Sébastien Pelletier, décédé à Paris le 17 juillet 1878, faisait un testament par lequel il instituait M. Gonnet légataire universel, et léguait à Mlle Borde une somme de 240.000 francs en nue-proprieté : Mlle Aimée-Marie Pelletier, se prétendant l'héritière du *de cuius*, forma contre les légataires une demande en nullité du testament, pour cause de captation. Mlle Pelletier fondait son droit héréditaire sur ce que le testateur et elle étaient enfants naturels reconnus de Marguerite-Joséphine Foucher, et que, le testateur n'ayant pas laissé d'autres héritiers, elle devait lui succéder dans les termes de l'article 706 C. Civil. Mlle Pelletier invoquait son acte de naissance, dressé le 6 novembre 1821, et celui du défunt, rédigé le 25 novembre 1819, actes où ils étaient tous deux désignés comme étant fille et fils de Joseph Pelletier et de Marguerite-Joséphine Foucher. Ces documents avaient été libellés sur la déclaration du père, et contenaient de la part de celui-ci l'indication du nom de la mère. Mlle Pelletier, s'appuyant sur l'art. 336, soutenait que, de cette indication jointe à l'aveu de leur mère ressortant de la possession d'état et des soins qu'ils avaient reçus d'elle, il résultait pour elle et son frère une reconnaissance légale de maternité et, de là, la preuve de sa qualité de sœur du défunt. Cette prétention n'était pas acceptable, car, au

moment de la reconnaissance, M. Joseph Pelletier était marié avec une femme autre que Marguerite-Joséphine Foucher. La reconnaissance était nulle comme portant sur une filiation adultérine, l'indication de maternité devenait inopérante. Aussi, en appel, Mlle Pelletier produisit-elle une pièce nouvelle. C'était un acte notarié, en date du 14 avril 1845, contenant reddition de compte, par Mme la Comtesse de L., aux créanciers de la succession de son mari, acte dans lequel Marguerite-Joséphine Foucher était intervenue en qualité de cessionnaire de tous les droits successifs immobiliers de Joseph-Sébastien Pelletier et d'Aimée-Marie Pelletier, ses deux enfants issus de ses relations avec Joseph Pelletier.

Nous sommes ici en présence d'une reconnaissance faite par une femme libre avec l'indication comme père d'un homme marié. Cette indication n'a aucune valeur aux yeux de la loi. Va-t-elle cependant faire considérer la reconnaissance de la mère comme une reconnaissance de filiation adultérine? On aperçoit ce qui, dans l'espèce, compliquait la situation. On avait, en première instance, produit des pièces d'où résultait la preuve légale du vice d'adultérinité. La Chambre des Requêtes ne pouvait en aucune façon admettre la prétention de la demanderesse. Mais elle aurait pu la rejeter en évitant de s'occuper de notre question. Le rejet du pourvoi aurait été pleinement motivé par

les conséquences tirées des deux actes de naissance de 1819 et 1821, l'arrêt attaqué en ayant fait état. Elle a au contraire franchement abordé le problème que nous examinons en ce moment. Si l'acte du 14 avril 1845 avait seul été produit, la reconnaissance de la mère aurait-elle été valable ?

Non ! déclare la Chambre des Requêtes — et voici pourquoi : « Attendu, dit la Cour, que pour
« établir sa qualité, elle (Mlle Pelletier) produit un
« acte authentique par lequel la Demoiselle Margue-
« rite-Joséphine Foucher les a reconnus l'un et l'au-
« tre comme étant nés d'elle et d'un sieur Joseph
« Pelletier, lequel, à l'époque où ces enfants ont été
« conçus, était marié à une autre femme ; attendu
« en droit que si cette indication de paternité est et
« demeure sans force probante contre le sieur Pelle-
« tier, elle constitue, au regard de la demanderesse
« en cassation, l'un des éléments d'*un aveu indivi-*
« *sible* ; que les principes de la matière ne permet-
« tent pas de retrancher une partie de la déclaration
« pour faire valoir l'autre, et que la demoiselle Pel-
« letier ne peut faire usage de l'acte dont il s'agit
« pour prouver que Marguerite Foucher est sa mère
« ainsi que celle du *de cujus*, sans que les défen-
« deurs éventuels en tirent également la preuve que
« cette maternité est adultérine... »

Telle est la thèse de la Chambre des Requêtes. Elle considère la reconnaissance accompagnée de l'in-

dication de l'autre parent comme un aveu indivisible, ne permettant pas de retrancher une partie de la déclaration pour faire valoir l'autre. En vérité, nous ne comprenons pas sur quel fondement repose cette opinion. Admettons en effet que la reconnaissance puisse être ramenée à un aveu¹. S'ensuit-il qu'on doive lui appliquer nécessairement la règle de l'indivisibilité de l'aveu ? En aucune façon. Nous avons en effet, au titre *De la filiation*, des textes formels qui écartent cette règle. Ces textes sont précisément les articles 336 et 340. Ni le père, en l'absence de l'aveu de la mère, ni la mère, dans aucun cas, ne peuvent faire d'indication ayant un effet légal. Toute indication doit être considérée comme non avenue. Puisqu'elle disparaît de la sorte, le vice qu'elle révélerait disparaît avec elle, et la reconnaissance principale reste seule, avec toute sa force².

En résumé, la jurisprudence déclare que la preuve légale du vice d'adultérinité ou d'inceste existe :

1° Lorsque la reconnaissance a été faite dans un seul et même acte par les deux parents ;

1. Nous estimons excessive une telle assimilation. Toutes les solutions légales ou jurisprudentielles protestent contre une pareille conception. En réalité, la reconnaissance est un simple procédé de preuve de la filiation naturelle.

2. Aubry et Rau, 4^e édit. § 572, texte et note 6. Bourges, 12 juillet 1859, S. 60.2.1. *Contra*, Bastia, 18 août 1845, *J. du P.*, 45.2.789 ; Bordeaux, 17 nov. 1859, S. 60.2.1 ; Demolombe, *Paternité et filiation*, nos 575 et 576 ; Laurent, *Principes de Droit Civil*, t. IV, n° 144.

2° Lorsqu'elle a été faite séparément, dans deux actes différents, mais que la confrontation de ces deux actes fait apparaître le vice de la filiation. Dans ce cas, l'un d'eux doit nécessairement tomber ;

3° Lorsque, faite par un seul des deux parents, elle indique le nom de l'autre. Peu importe d'ailleurs que l'indication provienne du père ou de la mère, ou qu'elle ait lieu sans le consentement de celle-ci.

Ce n'est donc que dans le cas d'une reconnaissance unique, sans l'indication de l'autre parent, que le caractère adultérin ou incestueux de la filiation ne peut être découvert.

Il nous faut maintenant, après avoir précisé l'étendue d'application de l'art. 335, rechercher quelle en est la sanction. Cette sanction est double. Il est certain d'une part que l'officier public requis de dresser l'acte a le devoir de s'y refuser lorsque le vice de la filiation lui est révélé par les déclarations qui lui sont faites. D'autre part, si l'acte a été reçu, il doit être tenu pour nul. Sans doute, la loi ne le dit pas expressément, mais la nullité est la sanction normale des textes qui prohibent un acte juridique : « Qui contra legem agit, nihil agit ». La reconnaissance, étant nulle, ne doit produire aucun effet, ni en faveur de l'enfant, ni contre lui.

C'est ici que nous touchons au point critique de notre législation en cette matière. Jusqu'à quel point va-t-on méconnaître en droit les filiations adultéri-

nes ou incestueuses établies, en fait, d'une manière manifeste? D'une façon absolue, répond le Code. L'enfant sera réputé étranger à ses parents. Il ne lui sera pas possible par exemple de leur réclamer des aliments ; mais, par contre, on ne pourra faire réduire les libéralités qu'il aura reçues d'eux.

On a autrefois douté de ces solutions. On se demandait si l'art. 762, qui permet à l'enfant incestueux ou adultérin de demander à la succession de ses auteurs des aliments, et l'art. 908, qui le rend incapable de recevoir d'eux à titre gratuit, si ce n'est à titre d'aliments, ne s'appliquaient aux enfants dont la filiation était suffisamment établie en fait. On reconnaît aujourd'hui que ces articles ne visent que les cas où la filiation est établie en droit ; nous avons indiqué précédemment ces cas.

Il nous reste à examiner quels tempéraments, d'ailleurs très vivement contestés, la jurisprudence a apportés à ce principe.

Le premier concerne l'application de l'article 762. Cet article, avons-nous dit, ne doit recevoir application qu'au cas où la filiation est légalement établie. Cependant, les arrêts reconnaissent comme valable l'engagement pris par les parents de subvenir aux besoins de l'enfant adultérin (Caen, 10 juin 1862, D. 62.2.239). Cette obligation n'a rien qui soit contraire à l'ordre public ni aux bonnes mœurs. Singulière affirmation, en présence de la jurispru-

prudence qui s'est formée sur l'application de l'art. 908 ! Nous nous en rendrons bientôt un compte exact. L'arrêt de Caen va même plus loin : il admet que la preuve de l'engagement des parents peut être tirée d'une reconnaissance déclarée nulle. N'est-ce pas faire produire effet à une reconnaissance qui aux yeux de la loi n'en devrait produire aucun ? Cet arrêt, dans son désir de corriger la rigueur légale, a certainement dépassé la mesure.

Bien plus justifiable est le second tempérament imaginé par la jurisprudence. Il concerne l'application de l'article 908. Toute une longue suite d'arrêts le consacre ¹. Ces arrêts décident que l'on doit déclarer nulle comme ayant une cause illicite la libéralité faite à l'enfant adultérin ou incestueux, si l'acte qui contient cette libéralité fournit en même temps la preuve entière et décisive de ce que le donateur ou le testateur se croyait le père de l'enfant gratifié, et de ce que cette opinion a été la cause déterminante de la libéralité qu'il lui a adressée.

Sur quoi repose cette jurisprudence ? Ce n'est pas, en apparence tout au moins, sur l'art. 908, car, pour que celui-ci reçoive son application, il faut que

1. Arrêts nombreux : Cass. 31 juillet 1860, D. 60.1.458, S. 60.1.832 ; Amiens, 14 janvier 1864, S. 64.2.111 ; Cass. 22 janvier 1867, S. 67.1.49 ; Cass. 6 déc. 1876, D. 77.1.492, S. 77.1.67 ; Aix, 5 janv. 1882, S. 82.2.178 ; Pau, 16 juin 1884, D. 85.2.254 ; Limoges, 27 février 1900, D. 1902.2.281.

l'on se trouve en présence d'une filiation adultérine ou incestueuse juridiquement établie ; autrement, on arriverait à frapper d'incapacité celui-là même que le donateur ou testateur aurait à tort cru son fils adultérin, ce qui serait directement contraire à la loi. On a donc dû avoir recours à l'article 1131 qui déclare nulles les obligations dont la cause est illicite. Mais, suivant la doctrine traditionnelle, l'art. 1131 est inapplicable aux actes ou contrats à titre gratuit. Pour les actes unilatéraux, dit-on, tels que le testament, cela va de soi, l'article 1131 étant strictement relatif aux contrats. On ne peut donc annuler un testament pour cause illicite, puisque la cause n'est pas un élément de validité des testaments ; et cette seule constatation, ajoute-t-on, suffit à ruiner le système jurisprudentiel.

Mais, à s'en tenir aux contrats, on sait que la grande majorité des auteurs est d'avis que, dans les donations, la cause réside dans l'intention libérale. Comment dès lors peut-on qualifier d'immorale une intention libérale considérée en soi ? D'ailleurs, ainsi que le remarque Laurent (*Principes de droit civil français*, t. XVI, p. 151), la cause ne se confond-elle pas avec le consentement ? Or, le consentement est un pur acte de volonté qui, sans doute, peut porter sur un objet immoral, mais qui, par lui-même, ne revêt aucun caractère de moralité ou d'immoralité.

Nous croyons que tous ces arguments portent à

faux. Nous sommes ici en présence d'un système jurisprudentiel des plus intéressants. Il nous faut, sans toutefois nous écarter par trop des limites de notre sujet, préciser l'esprit et le fondement de ce système relatif à la notion de cause appliquée aux actes à titre gratuit. En voici les grandes lignes :

Les donations peuvent être annulées à raison du caractère illicite ou immoral de leur cause. Il en est d'ailleurs de même des dispositions testamentaires (Req. 31 juillet 1860, D. 60.1.458; *Jurispr. Gén. Dalloz*, v^o Dispositions entre vifs et testamentaires, n^{os} 243 et suiv.). Dans quel cas la cause est-elle immorale ou illicite ? Cela dépend du but que s'est proposé l'auteur de la libéralité.

On connaît les applications les plus remarquables de cette théorie. C'est grâce à elle que la jurisprudence a rétabli en fait l'ancienne incapacité de recevoir entre concubins ; c'est grâce à elle aussi que la jurisprudence a pu, en notre matière, assurer efficacement l'observation de l'art. 908, qui établit à l'encontre des enfants illégitimes une incapacité de recevoir plus ou moins étendue ; c'est enfin grâce à elle que la jurisprudence a pu mettre quelque peu à l'écart le malencontreux article 900, lorsque la condition a été la cause impulsive ou déterminante de la libéralité (V. une nouvelle application de cette théorie, dans un arrêt récent : Cass. civ. 2 janvier 1907, D. 1907.1.140).

On aperçoit aisément l'esprit de cette jurisprudence. Elle a substitué en matière de libéralités (et même en matière de contrats à titre onéreux ; mais nous ne pouvons insister sur ce point, cela dépassant manifestement le cadre de notre étude) la notion de but à celle de cause, telle que l'entendait la doctrine, afin de pouvoir surveiller l'intention des parties et assurer avec efficacité la police des actes juridiques. Elle veut prévenir toute violation de la loi, des bonnes mœurs, ou de l'ordre public. C'est essentiellement, on l'avouera, le rôle réservé aux tribunaux. Il serait peu logique de leur enlever les moyens de le remplir. C'est pourtant à ce dernier résultat qu'aboutit en définitive la doctrine, en vertu de sa fameuse distinction entre la cause et les motifs. Mais, précisément, il n'est pas du tout démontré que cette distinction soit légale, aucun texte ne s'y arrêtant.

Il y a plus. Comme l'a fait remarquer M. Colin (note au Dalloz, 1908. 1. 138), la doctrine traditionnelle implique une contradiction : « Si l'on dit : la cause d'une libéralité, c'est l'intention de faire du bien à autrui, et cette intention ne peut jamais être en soi illicite, ne devrait-on pas dire aussi que la cause d'un acte à titre onéreux, c'est l'intention d'obtenir un bénéfice, et que cette intention en soi ne peut jamais être contraire à la loi ou à la morale ? » Au reste, ne ressort-il pas du Code lui-même

que dans les actes juridiques, il faut avant tout rechercher le but que les parties se sont proposé, leur intention ? La lecture des articles 1156 à 1164 en convainc facilement.

Nous estimons donc, pour clore ces développements, que la jurisprudence, scrutant en matière de libéralités l'intention du donateur ou du testateur, est parfaitement légale. Mais — et nous touchons ici à une question très délicate — comment se fera la preuve de cette opinion ? Il semble que la plus grande liberté doive être accordée à cet égard, puisqu'il s'agit en fin de compte d'une intention illicite.

Ce serait là une erreur. La jurisprudence exige que la preuve ressorte de l'acte lui-même. Elle veut une preuve intrinsèque. Comment justifier pareille exigence ? (On sait qu'en diverses matières, la jurisprudence a exigé également une preuve intrinsèque : en matière de testaments, pour retrouver une date absente ou rectifier une date inexacte ; en matière de conditions affectant les libéralités, lorsque la condition est la cause impulsive et déterminante de la libéralité, etc...) Il n'est peut-être pas très difficile de le faire. Qu'on remarque bien en effet que la libéralité n'est pas annulée sur le fondement de la filiation adultérine ou incestueuse ; celle-ci ne peut avoir d'effet que si elle est légalement établie, et ce qui le prouve mieux encore, c'est que si la libéralité était attaquée sur le fondement d'une filiation adultérine

ou incestueuse, on devrait la réduire et non l'annuler comme le fait la jurisprudence.

En réalité, la cause de la nullité, c'est l'*opinion* que le disposant se faisait de cette filiation ; mais, on veut que l'influence déterminante de cette opinion ressorte du contenu même de l'acte : « En d'autres termes, la nécessité de la preuve intrinsèque va se dégager, non pas, à la vérité, comme un corollaire de l'idée de cause illicite appliquée aux donations, mais comme une conséquence d'une théorie tout autre, et parce que la démonstration de cette cause illicite se rapporte à un ordre de faits que la loi interdit de soumettre sur eux-mêmes à un débat judiciaire. » (Amb. Colin, loc. cit.)

§ 3. — PROHIBITION DE LA LÉGITIMATION DES ENFANTS
ADULTÉRINS OU INCESTUEUX (art. 331).

L'article 331 ancien était le complément naturel et nécessaire des articles 335 et 342. Puisque ni la recherche en justice ni la reconnaissance volontaire de la filiation adultérine ou incestueuse n'étaient admises, la légitimation devait par là même être repoussée.

Cependant, ici encore, le but de la loi n'avait pas été entièrement atteint. Des situations particulières s'étaient présentées où le doute était possible, et, pour l'une d'elles au moins, la jurisprudence avait

apporté un nouveau tempérament, ou mieux, une véritable dérogation à la loi.

Une première difficulté s'était présentée au sujet des enfants adultérins. Voici comment on peut la formuler : un enfant né de parents libres de tout lien conjugal au moment de sa naissance peut-il bénéficier de la légitimation, alors qu'à l'époque de la conception le père était marié ?

Nous verrons dans le chapitre suivant que le rapporteur de la loi de 1907 à la Chambre des députés s'est prononcé nettement pour l'affirmative. Mais la jurisprudence, respectant les principes généraux admis en matière de filiation, a adopté la négative (Trib. civ. du Havre, 23 mai 1838 (Dalloz, *Jurispr. Gén.* v^o Paternité et Filiation, n^o 453) — Cass. 25 juin 1877, dans ses motifs, S. 78.1.217). C'est au moment de la conception qu'il faut se placer pour apprécier la qualité de la filiation, et non à l'époque de la naissance ; on ne saurait admettre, en effet, qu'un enfant, conçu à une époque où ses deux parents étaient libres, devienne adultérin parce que l'un d'eux se serait marié avant le jour de sa naissance avec une tierce personne.

Il faut aller plus loin, et refuser la qualité de légitime à l'enfant né depuis la célébration du mariage de ses parents, mais conçu à un moment où le père était encore engagé dans les liens d'une précédente union. On sait que la loi assimile les enfants conçus

avant le mariage, mais nés après la célébration de ce mariage, aux véritables enfants légitimes. « Cette assimilation est certaine, dit M. Planiol, mais elle s'explique par l'idée d'une légitimation... Nous avons en France deux espèces de légitimation, ou plutôt, la légitimation par mariage se fait de deux façons : quand il s'agit d'enfants déjà nés, la légitimation exige une condition (la reconnaissance antérieure) qui n'est pas nécessaire lorsque l'enfant est encore simplement conçu ; pour ce dernier, la légitimation résulte du seul fait du mariage. » Dans deux arrêts rendus le 28 juin 1869 (S. 69.1.446), la Cour de cassation a déclaré « que c'est la conception et non la naissance qui constitue la filiation, et que si l'enfant né avant le 180^e jour du mariage naît légitime, c'est l'effet d'une fiction de la loi, qui suppose que ses parents ont eu l'intention de lui conférer la légitimité par leur mariage. »

Ainsi, on ne saurait faire abstraction de l'époque réelle de la conception et lui assigner fictivement une date postérieure à celle du mariage. Par suite, dans notre hypothèse, l'enfant né d'un commerce adultérin, ne saurait être réputé légitime. Il faut admettre, en conséquence, que son état peut être attaqué par une action en contestation de légitimité, laquelle ne doit pas être soumise aux règles spéciales au désaveu. Cette action présente un grand intérêt pour les héritiers du mari, qui écartent l'enfant de sa

succession en le faisant déclarer enfant naturel simple de la mère.

Plus embarrassante était la difficulté qui s'élevait au sujet des enfants incestueux. L'article 164, modifié par la loi du 16 avril 1832, autorise, on le sait, le mariage entre oncle et nièce, tante et neveu, beau-frère et belle-sœur, lorsqu'une dispense est accordée par le chef de l'État. Voici la question qui s'était posée : Le mariage contracté, en vertu de cette dispense, entre le père et la mère d'un enfant né antérieurement de leurs relations illicites, entraîne-t-il légitimation de cet enfant? Oui, avait déclaré la Cour suprême dans ses arrêts du 22 janvier 1867 (D. 67.1.5., S. 67.1.49, note Em. Moreau), en s'inspirant de la façon dont avait rédigé l'art. 331, de l'intention des auteurs et surtout de l'intérêt social (V. sur ce point la note très approfondie de M. Moreau).

« Attendu, dit la Cour, qu'on ne peut admettre
 « que, quand les dispenses ont été accordées, le
 « législateur ait voulu réhabiliter les auteurs de la
 « faute sans effacer la tache qui en est résultée pour
 « ceux qui leur doivent l'existence, et introduire
 « dans la nouvelle famille, qu'il permet de créer,
 « des causes incessantes de division en accordant
 « les honneurs et les avantages de la légitimité aux
 « enfants nés depuis le mariage, et en ne laissant
 « à ceux qui sont nés avant que la flétrissure et les

« incapacités de recevoir qui dérivent d'une origine incestueuse... »

A ces considérations très impressionnantes, la doctrine, d'une façon unanime, répondait par les termes absolus et généraux des art. 331 et 335, qui n'établissent aucune différence, au point de vue de l'inceste, entre les relations des personnes à qui le mariage est rigoureusement interdit, et les relations de celles qui peuvent contracter mariage en vertu des dispenses accordées par le chef de l'État. Il convient même de remarquer que le seul cas où la prohibition de l'art. 331 pouvait s'appliquer était précisément celui où les parents se mariaient après avoir obtenu une dispense. Pour les autres, cette prohibition était et demeure encore inutile, puisque le mariage est à tout jamais impossible entre les parents (V. les détails de la controverse dans Dalloz, Supp. v° Paternité et Filiation, n° 184).

Telles sont les principales difficultés auxquelles l'article 331 avait donné lieu dans la pratique¹. Il

1. Une autre question mérite d'être signalée ; elle a trait au mariage putatif. On sait que les enfants nés d'un tel mariage sont légitimes, même si la cause de nullité est la bigamie ou l'inceste. Sur ce point, tout le monde est d'accord. D'autre part, la grande majorité des auteurs admet qu'un mariage putatif suffit pour légitimer les enfants naturels simples nés antérieurement à ce mariage. Mais un pareil mariage pourrait-il légitimer des enfants adultérins ou incestueux ? Non, répond-on généralement ; un mariage valable n'aurait pas pu le faire : un mariage

était néanmoins en concordance avec les autres dispositions du Code, et notamment avec l'article 298, dont il nous faut maintenant dire quelques mots.

L'article 298 décidait « qu'en cas de divorce admis en justice pour cause d'adultère, l'époux coupable ne pourrait jamais se marier avec son complice ». Son application supposait nécessairement que le complice était connu et qu'il avait été désigné dans un jugement correctionnel ou dans le jugement de divorce (Paris, 2 août 1887, S. 87.2. 160). Lorsque le mariage était dissous par la mort du conjoint de l'époux adultère ou lorsque le divorce était prononcé pour un autre motif que l'adultère, la prohibition de l'art. 298 était inapplicable. D'ailleurs, même dans l'hypothèse où le divorce avait été prononcé pour adultère, on s'était posé la question de savoir si le mariage célébré à l'encontre de l'art. 298 était valable ou nul, et l'on s'accordait

nul, fût-il putatif, ne le peut pas davantage. « Cependant, dit M. Planiol, l'idée mère du mariage putatif consiste précisément à supprimer par une fiction le vice qui a empêché la formation du mariage valable. Si l'on efface cet empêchement pour laisser se produire les effets normaux du mariage, pourquoi en tiendrait-on compte pour écarter la légitimation des enfants ? La bonne foi de leurs parents efface le vice de leur origine, et ils doivent obtenir le bénéfice de la légitimité tout aussi bien que ceux qui sont nés après le mariage et qui sont, tout autant qu'eux, incestueux ou adultérins. »

à penser qu'il n'y avait là qu'un simple empêchement prohibitif.

Quoi qu'il en soit, et si rare que fût l'application de l'art. 298, on lui reprochait de perpétuer le scandale résultant de l'adultère en refusant à l'époux coupable le droit de régulariser à l'avenir sa situation. La loi du 15 décembre 1904 vint l'abroger purement et simplement, et permettre à l'époux adultère de se marier avec son complice après la dissolution de sa première union.

On aperçoit tout de suite dans quelle situation troublante allaient se trouver les personnes appelées à bénéficier de la loi de 1904 : celle-ci leur accordait le droit de régulariser leur situation, mais l'art. 331 leur refusait celui de légitimer leurs enfants. Les parents coupables bénéficiaient du pardon, mais le châtiment était maintenu à l'encontre des enfants innocents.

Cet état de choses ne pouvait manquer d'attirer l'attention du législateur; nous allons voir comment il a essayé d'y remédier.

CHAPITRE II

LA LOI DU 7 NOVEMBRE 1907

La loi du 7 novembre 1907 est venue modifier profondément le système du Code civil en permettant, dans certains cas, la légitimation des enfants adultérins. C'est de cette loi, des travaux parlementaires qui ont précédé et préparé son vote, des critiques qui lui ont été adressées, que nous allons maintenant nous occuper.

Nous allons d'abord rechercher dans quelles circonstances elle a été proposée, et comment on est arrivé au texte actuel. Puis, nous tenterons d'en donner un commentaire juridique, en étudiant dans le détail ses conséquences pratiques, en essayant de résoudre les principales difficultés que peut soulever son application et en montrant à quels résultats elle peut aboutir. Nous diviserons donc ce chapitre en deux sections dont l'une sera consacrée à l'histoire des travaux préparatoires, tandis que l'autre contiendra une étude juridique du texte voté.

SECTION I

Les Travaux Préparatoires

La loi de 1907 est le résultat d'une préparation très laborieuse ; c'est une sorte de compromis entre deux tendances tout à fait opposées. De l'avis de certains membres du Parlement, il fallait conserver le statu quo ; il y avait, d'après eux, un intérêt social de premier ordre à ce que la légitimation des enfants adultérins ou incestueux restât prohibée dans tous les cas.

Suivant d'autres, au contraire, il fallait supprimer d'une manière complète la règle de l'art. 331, et accorder aux enfants nés d'un adultère la situation réservée jusque-là aux enfants naturels simples.

Aucune de ces deux tendances ne l'a emporté d'une façon absolue. Cependant, depuis que la loi du 15 décembre 1904 avait abrogé l'article 298 du Code Civil permettant ainsi à l'époux adultère d'épouser son complice après le divorce ¹, la seconde opinion avait gagné du terrain dans les deux Chambres, et, quoique la loi du 7 novembre 1907 ne l'ait pas fait triompher complètement, elle lui a, pour une large part, donné satisfaction. Aussi devons-

1. V. *Supra*.

nous diviser notre exposé des travaux parlementaires en deux paragraphes : l'un relatif aux projets antérieurs à la loi de 1904, l'autre concernant la période qui va de 1904 à 1907.

§ I. — PROJETS ANTÉRIEURS A 1904

La première proposition de loi date de 1897. Elle fut déposée sur le bureau de la Chambre à la séance du 21 juin par MM. Groussier, Dejeante, Édouard Vaillant, Marcel Sembat, Coutant, Baudin, Chauvière, Walter, Renou, Toussaint, Fabérot et Goujat¹. La proposition était précédée d'un exposé de motifs qui admettait la nécessité d'abroger la prohibition de la reconnaissance au cas de mariage des père et mère, et pour démontrer cette nécessité, les auteurs de la proposition rapportaient un certain nombre de cas particulièrement intéressants, où le jeu du système légal aboutissait à des solutions manifestement injustes. La modification qu'ils demandaient d'apporter à l'art. 331 était la suivante : « Les enfants nés hors mariage pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les auront également reconnus avant leur mariage ou qu'ils les reconnaîtront dans l'acte même de célébration.

1. *J. Off.*, Doc. parlam., Ch. 1897, p. 1437 et 1438.

« La reconnaissance dans l'acte de célébration du mariage aura effet :

« 1° Si l'enfant est naturel simple ;

« 2° Si la prohibition portée par l'un des articles 162 ou 163 du Code civil au mariage des père et mère a été levée par le chef de l'État en vertu de l'article 164 du Code civil ;

« 3° Si le père était marié au moment de la conception de l'enfant ;

« 4° Si la mère étant mariée au moment de la conception de l'enfant, celui-ci a été désavoué par le mari en vertu des articles 312 à 318 du Code civil.

« Il sera fait mention de la légitimation en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé. »

La proposition n'innovait en somme que dans les alinéas 3 et 4. L'alinéa 1 reproduisait tout simplement l'article 331 ancien ; l'alinéa 2 ne faisait que confirmer une jurisprudence, à peu près unanime, relative aux enfants incestueux ¹.

Dans son alinéa 3, elle autorisait la légitimation des enfants adultérins du père, sans distinguer entre les enfants nés pendant la première union et ceux qui, simplement conçus avant la dissolution de cette union, étaient nés après.

1. Une proposition avait déjà été déposée en ce sens vingt-cinq ans auparavant, à l'Assemblée Nationale : on l'avait écartée comme inutile.

Quant aux enfants de la femme, ils ne pouvaient être légitimés qu'en cas de désaveu de la part du mari.

Cette proposition de loi fut renvoyée à la commission nommée pour s'occuper de la réforme relative à la recherche de la paternité ; ce fut M. de Folleville (de Bimorel) qui fut désigné comme rapporteur. Son rapport, déposé sur le Bureau de la Chambre le 7 décembre 1897, contenait un exposé juridique très long et très détaillé de la controverse doctrinale et des décisions jurisprudentielles relatives à l'hypothèse où les parents se marient après la naissance de leur enfant en vertu d'une dispense accordée conformément à l'article 164. Mais c'était sur les deux dernières dispositions qu'une divergence de vues s'était produite au sein de la commission, divergence sur laquelle le rapport fournissait de longs renseignements.

M. de Pontbriand, membre de la commission, représenta que l'article 298 interdisait le mariage entre l'époux contre lequel le divorce a été prononcé pour cause d'adultère et son complice. M. de Folleville lui répondit dans son rapport en alléguant que ce mariage, impossible en droit, était cependant possible en fait :

« Cependant, il faut que le complice soit légalement connu. Quand il existe un jugement correctionnel condamnant nominativement le complice et

la femme pour adultère, il n'y a pas de difficulté ». Mais en l'absence de ce jugement, « il a été jugé que le tribunal qui prononce le divorce pour adultère commis avec une personne dénommée ne peut interdire par avance le mariage avec le complice (Trib. Seine, 6 déc. 1884, Rép. analytique 1885, n° 164 — Journal « la Loi » n° du 5 janvier 1805) ».

En conséquence le rapporteur proposait au nom de la commission la nouvelle rédaction suivante de l'art. 331 :

« Les enfants nés hors mariage, lorsqu'ils seront enfants naturels simples, comme nés de deux personnes libres de tout lien, soit au moment de leur conception, soit au moment de leur naissance, pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, pourvu que ceux-ci les aient légalement reconnus avant leur mariage, ou qu'ils les reconnaissent tout au moins dans l'acte même de célébration dudit mariage.

« Les enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin pourront être également légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les reconnaîtront dans l'acte de célébration de l'union civile. Il n'est rien innové à la prohibition absolue de la reconnaissance en toute autre circonstance.

« Il sera fait mention de la légitimation en marge de l'acte de naissance des enfants légitimés. »

Le 2 février 1898, M. de Folleville présenta un rapport supplémentaire dans lequel il proposait d'étendre la nouvelle disposition légale aux colonies.

Le texte ainsi rédigé paraissait de beaucoup préférable à celui que M. Groussier et certains de ses collègues avaient tout d'abord déposé sur le Bureau de la Chambre, à cause de sa simplicité. Mais il n'eut que peu de succès parce qu'en évitant précisément de faire toute distinction entre les enfants adultérins, il donnait à la réforme une portée trop étendue; aussi ne vint-il pas en discussion devant les Chambres.

Le 9 juillet 1902, MM. Dejeante, Allard, Bénézech, Bouveri, Paul Constans, J. Coutant, Delory, Dufour, Marcel Sembat, Thivrier, Vaillant et Walter reprirent la proposition élaborée par la commission cinq ans auparavant, en la faisant précéder, en guise d'exposé des motifs, « des considérants si documentés du remarquable rapport de M. de Folleville ». Elle fit l'objet d'un rapport sommaire de M. Louis Martin, concluant à sa prise en considération. Mais on en resta là et, pas plus qu'en 1898, la proposition ne vint en discussion.

§ 2. — PROJETS POSTÉRIEURS A 1904

La loi du 15 décembre 1904, en supprimant l'argument essentiel que M. de Pontbriand avait fait va-

loir en 1897, facilita la préparation et l'adoption de la loi nouvelle. C'est sur le vote de cette loi que MM. Viollette et Steeg s'appuyèrent lorsqu'ils reprirent la proposition de l'ancienne commission :

« L'exclusion qui atteint ainsi les enfants incestueux et adultérins et qui n'est d'ailleurs pleinement rigoureuse que pour les enfants adultérins, comme nous l'expliquerons plus loin, était dans la logique même du Code Civil. Elle était notamment tout à fait d'accord avec l'article 298, qui interdisait au conjoint divorcé le droit de se remarier avec son complice. La loi partait de ce principe que les relations adultérines ne pouvaient être reconnues en aucune façon et elle se refusait à les sanctionner soit dans les époux, soit dans les enfants.

« Aujourd'hui, au contraire, l'article 298 Code civil est abrogé. La loi admet que des relations qui ont commencé par être adultérines se régularisent. Comment dès lors persister plus longtemps à refuser aux nouveaux conjoints le droit de régulariser la situation de leurs enfants même adultérins, par la légitimation par mariage subséquent? »

En conséquence, les deux honorables députés présentaient la proposition de loi suivante : « Dans le premier paragraphe de l'article 351 C. Civ., supprimer les mots « ou adultérins ».

La proposition, déposée le 30 novembre 1906,

fut renvoyée à la commission de réforme judiciaire et de législation civile et criminelle.

Dans ce texte, les auteurs avaient omis de mentionner les enfants incestueux. A la suite d'observations présentées par MM. Groussier et Perroche devant la commission, il fut décidé que les mots « autres que ceux nés d'un commerce incestueux » disparaîtraient de l'article 331. C'était une consécration pure et simple de la jurisprudence. « On ne peut légitimer les enfants incestueux que par mariage, disait M. Viollette dans son rapport supplémentaire ; or le mariage des personnes parentes au degré prohibé ne peut avoir lieu qu'avec une dispense du chef de l'Etat. Du moment que nous ne portons pas la main sur cette prescription essentielle, même avec la rédaction de MM. Groussier et Perroche, la légitimation des enfants incestueux ne reste donc possible que dans le seul cas où actuellement le mariage est lui-même possible. »

La proposition devait recevoir d'autre part une addition relative aux enfants dont les parents se seraient mariés depuis la promulgation de la loi de 1904 abrogeant l'art. 298, ou auraient été dégagés d'un précédent mariage non pas par le divorce, mais par la mort, et auraient pu ainsi régulariser des relations adultérines. On ajouta un article 2 instituant un régime transitoire et permettant de légitimer les enfants nés de pareilles relations, par une simple

reconnaissance faite devant l'officier de l'état-civil du domicile des parents.

M. Viollette, nommé rapporteur, déposa son rapport le 11 janvier. C'était un développement de l'exposé des motifs, où certains arguments étaient présentés avec beaucoup de force. Le rapporteur citait à l'appui de sa thèse un certain nombre d'opinions exprimées incidemment soit dans des arrêts plus ou moins récents de la Cour suprême, soit dans des conclusions de procureurs généraux, soit enfin dans des articles d'écrivains connus.

Le 18 février, la proposition vint en discussion devant la Chambre. L'urgence fut déclarée et la discussion générale immédiatement ouverte. Prirent part aux débats : MM. Viollette, rapporteur, Perroche, Lasies et Paul Beauregard.

M. Perroche, tout en approuvant le principe et le texte de la proposition, déclara que la situation faite aux enfants adultérins ou incestueux était véritablement injustifiée et intolérable, et, voulant améliorer cette situation plus encore que ne le faisait la proposition en discussion, l'orateur déclarait que la reconnaissance des enfants adultérins devait être autorisée.

MM. Paul Beauregard et Lasies furent d'avis que depuis l'abrogation de l'art. 298, la réforme proposée s'imposait. Mais ils firent part à la Chambre de leurs inquiétudes, et montrèrent le danger qu'il y avait

à favoriser de plus en plus les actions illégitimes ; ils insistèrent particulièrement pour que les enfants adultérins légitimés eussent une condition inférieure à celle des enfants légitimes nés d'une union antérieure.

« Au point de vue d'une morale humanitaire que j'accepte volontiers, disait M. Beauregard, vous ne voulez pas que ces enfants, nés en dehors du mariage, soient victimes de cette situation. Soit ! Mais les premiers incarnent des droits incontestables et impérieux. Sincèrement, au fond de ma conscience, votre projet, dont j'admets le principe, ne me paraît pas pouvoir être accepté tel que vous nous le présentez, parce que vous ne sauvegardez aucunement ces droits incontestables. »

Le rapporteur répliqua qu'au point de vue envisagé par M. Beauregard, la proposition n'innovait en rien, car la situation était la même lorsqu'une personne, ayant des enfants légitimes d'un premier mariage, se remariait et avait de nouveaux enfants ou bien avait des enfants naturels après la dissolution du mariage : dans ces deux cas, on impose aux premiers enfants des copartageants.

La proposition fut votée, après que MM. Lasies et Beauregard eurent en vain demandé le renvoi à la commission ¹.

1. Voici le texte voté par la Chambre :

« ART. 1. — Le premier paragraphe de l'article 331 du Code

Le texte ainsi adopté fut transmis au Sénat le 21 février et renvoyé à une commission qui nomma comme rapporteur M. Chaumié. Celui-ci déposa le 20 juin son rapport dans lequel il concluait à l'abandon de la formule générale votée par la Chambre.

La commission avait surtout été impressionnée par les conséquences « choquantes » de la proposition dans l'hypothèse que voici :

« Un homme marié entretient à côté de son ménage une liaison illégitime, au cours de laquelle des enfants lui naissent concurremment de sa femme et de sa maîtresse. Le mariage se dissout par la mort de sa femme ; le mari devenu veuf épouse sa maîtresse, et, révélant alors par la légitimation de ses enfants adultérins l'existence de ses relations coupables, en même temps que la date de naissance de ses enfants légitimes atteste la conti-

Civil est modifié ainsi qu'il suit : Les enfants, nés hors mariage, pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les auront légalement reconnus avant leur mariage ou qu'ils les reconnaîtront dans l'acte même de célébration.

« ART. 2. — Dans le délai de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, les enfants nés d'un commerce adultérin, qui n'ont pu être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, pourront être l'objet d'une reconnaissance qui emportera la légitimation.

« Cette légitimation aura lieu devant l'officier de l'état civil du domicile des deux conjoints. Mention en sera faite en marge des actes de mariage et de naissance. »

nuité de ses relations conjugales, donne une sorte de consécration légale à l'état de bigamie dans lequel il a vécu. »

C'était une objection analogue à celle que MM. Lasies et Beauregard avaient formulée à la Chambre.

Le rapporteur signalait par contre deux cas où la légitimation lui paraissait devoir être autorisée. En conséquence, il proposait le texte qui en définitive fut adopté sans opposition le 24 octobre par le Sénat.

Transmise à la Chambre le 29 octobre, renvoyée à la commission, la proposition fut l'objet d'un rapport sommaire de M. Viollette. Celui-ci demanda son adoption pour arriver à une solution immédiate, en se réservant d'ailleurs de reprendre ultérieurement sa proposition primitive ¹. Le 5 novembre, la réforme était votée sans discussion.

1. « La présente loi, disait M. Viollette dans son rapport, destinée de l'aveu unanime à améliorer la situation des enfants adultérins, ne peut, en une mesure quelconque, la rendre pire. Cette loi ne permettra donc certainement pas la légitimation dans les espèces que veut écarter M. Chaumié. Il est toutefois nécessaire de marquer que l'honorable sénateur n'a pas visé le cas où les deux époux auraient la faculté légale de se marier au moment de la naissance des enfants que leur mariage postérieur doit légitimer. Conformément aux travaux préparatoires du Code civil, à la déclaration de Bigot-Préameneu, et surtout à celle si précise et si formelle du tribun Duveyrier au Corps législatif, dans cette hypothèse la légitimation est possible. »

SECTION II

Commentaire juridique de la loi du 7 novembre 1907

La loi du 7 novembre 1907 est intitulée : « Loi modifiant l'article 331 du Code civil en ce qui concerne les enfants adultérins ». Elle ne comprend qu'un seul article ainsi conçu :

Article unique. L'article 331 du Code Civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Les enfants nés hors mariage pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les auront légalement reconnus avant leur mariage, ou qu'ils les reconnaîtront dans l'acte même de célébration.

« En ce qui concerne les enfants adultérins, pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, et dans l'acte même de célébration, ceux qui seront nés plus de trois cents jours après l'ordonnance du président du tribunal prévue par l'article 878 du Code de procédure civile, intervenue entre celui de leurs auteurs qui était antérieurement dans les liens d'un précédent mariage et son conjoint, lorsque cette procédure aura abouti à la séparation de corps ou au divorce ou aura été interrompue par le décès de l'autre conjoint.

« L'enfant né pendant le mariage et désavoué par le mari pourra également être légitimé par le mariage subséquent de la mère avec son complice.

« Il sera fait mention de la légitimation en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé. »

Disposition transitoire

« Les enfants adultérins se trouvant dans les conditions prévues par la disposition qui précède et dont les père et mère auront contracté mariage avant la promulgation de la présente loi pourront être, de la part de ceux-ci, dans le délai de deux ans à partir de cette promulgation, l'objet d'une reconnaissance devant l'officier de l'état civil du domicile des deux conjoints.

« Cette reconnaissance emportera légitimation, et mention en sera faite en marge des actes de mariage et de naissance. »

Constatons dès maintenant, qu'en supprimant purement et simplement le mot « incestueux », le législateur a entendu autoriser la légitimation des enfants dont les parents se marient en vertu de la dispense prévue par l'art. 104, et sanctionner ainsi une jurisprudence depuis longtemps établie. L'intention était excellente, mais il eût mieux valu consacrer cette solution par un texte exprès. L'art. 335 n'en continue pas moins, en effet, de prohiber la reconnaissance de *tous* les enfants incestueux : or la

reconnaissance est, on le sait, une condition essentielle de la légitimation.

L'objet principal de la loi a été de permettre, dans deux cas limitativement déterminés, la légitimation des enfants adultérins. La première question qui se pose à nous est celle de savoir dans quelles conditions cette légitimation est possible. En second lieu, il convient d'examiner quels effets elle engendre. Le mode de publicité prescrit par la loi pour faire connaître le changement d'état des enfants mérite aussi quelques explications. Enfin, il y a lieu de déterminer quelles personnes sont soumises à l'empire de cette loi.

Nous allons étudier l'une après l'autre ces quatre questions.

§ I. — CONDITIONS DE LA LÉGITIMATION

Toute légitimation exige deux conditions. Il faut : 1° que l'enfant soit reconnu par ses parents ; 2° que ceux-ci contractent mariage ensemble.

Pour la légitimation des enfants adultérins, la loi de 1907 exige de plus que l'enfant ait été conçu pendant une instance en divorce ou en séparation de corps engagée entre l'époux adultère et son premier conjoint, ou bien que l'enfant ait été désavoué par le mari de sa mère.

1) Le mariage des parents de l'enfant adultérin.

La loi de 1907 ne présente sur ce point aucune difficulté; le mariage des parents reste toujours la condition essentielle de la légitimation, car notre droit français moderne ne connaît rien d'analogue à la légitimation par rescrit.

Rappelons que c'est la loi du 15 novembre 1904 qui a rendu possible la réforme de 1907 en abrogeant l'art. 298 et en permettant ainsi à l'époux adultère de se marier avec son complice, après la dissolution de sa première union.

2) La reconnaissance de l'enfant

Cette deuxième condition est-elle exigée pour les enfants adultérins comme pour les enfants naturels simples?

Le texte de 1907 n'y fait pas allusion, mais il semble bien se référer aux règles générales de la légitimation, et il n'y a pas de raison pour exclure cette règle en particulier, alors que l'on admet toutes les autres. Il faut donc que le père et la mère de l'enfant adultérin le reconnaissent.

Or, l'article 335 déclare qu'aucune reconnaissance « ne pourra avoir lieu au profit des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin ». La prohibition de cette reconnaissance s'applique non seulement pendant la durée du premier mariage de l'époux

adultérin, mais encore après sa dissolution, puisqu'elle s'attache à la qualité de l'enfant, non à celle des parents. Nous avons d'ailleurs, dans notre précédent chapitre, insisté sur l'interprétation de cet article et montré comment la jurisprudence s'était comportée à son égard.

Cette prohibition a-t-elle disparu depuis la loi de 1907? Il est bien évident que, si elle subsiste, elle entrave le fonctionnement de la loi nouvelle.

Le texte ne contient aucune disposition spéciale à ce sujet. Il n'abroge aucun article : il se contente de modifier l'art. 331 en y ajoutant de nouveaux paragraphes. La discussion qui a eu lieu à la Chambre et, d'une manière générale, les travaux préparatoires nous apprennent qu'il n'a pas été dans l'intention des auteurs de la loi de toucher à la prohibition de l'art. 335.

Il est cependant inadmissible que cette interdiction n'ait pas été, en partie du moins, abrogée par la loi de 1907. Dans quelle mesure a-t-elle disparu? Telle est en définitive la question qui se pose à nous.

Les travaux préparatoires que nous avons précédemment examinés ont permis à M. Cluzel¹ de formuler la règle suivante :

« La reconnaissance des enfants adultérins est

1. Les *Lois Nouvelles*, 1909, p. 59.

impossible, sauf quand elle sert de préliminaire immédiat à la légitimation, c'est-à-dire quand elle intervient au moment du mariage ». On doit considérer cette règle comme exprimant la volonté du législateur. Mais il faut reconnaître que cette volonté ne crée le droit que lorsqu'elle s'est traduite par un texte de loi. Or, ici, la loi est muette. Les travaux parlementaires, très utiles au point de vue législatif, n'ont aucune force pour établir une règle légale.

L'abrogation partielle de l'art. 335 résulte-t-elle donc logiquement des principes posés par le texte même de la loi ? C'est ce qu'il faut bien admettre. L'art. 335 ne doit subsister que dans la mesure où il ne contrarie pas l'application de la loi nouvelle. On doit en conclure que la reconnaissance d'un enfant adultérin, faite dans l'acte de mariage, et en vue de la légitimation, est autorisée par la loi de 1907. Il eût été préférable cependant que le législateur apportât en ce sens une restriction expresse à l'art. 335.

Ce principe admis, n'y a-t-il pas lieu de l'étendre à des espèces voisines ? La reconnaissance, avons-nous dit, est valable lorsqu'elle a pour effet de légitimer un enfant adultérin. Il en résulte tout d'abord cette conséquence : quand l'enfant a été reconnu antérieurement au mariage par l'un de ses parents, et que cette reconnaissance est valable, elle n'a pas besoin d'être renouvelée dans l'acte de mariage.

Cette conséquence a été admise par M. Cluzel : « Nous n'hésitons pas, déclare-t-il, à adopter cette dernière solution. Les termes de la loi sont en effet très généraux ; le paragraphe 2 de l'article 331 ne prescrit pas une manifestation formelle de volonté des parents sur ce point ; il se borne à dire que « les « enfants adultérins pourront être légitimés par mariage subséquent. » D'autre part, le seul mot « pourront » n'implique pas une faculté quant à la légitimation, mais quant au mariage. C'était l'interprétation communément admise des termes de l'article 331 ancien, en ce qui concerne la légitimation des enfants naturels (Bordeaux, 11 mars 1853, D. 54.2.260 ; Seine, 18 mai 1865, D. 66.3.24). Nous ne voyons aucune raison de ne pas appliquer ici la même solution ».

Ne faut-il pas aller plus loin et étendre cette solution à des cas où la jurisprudence relative à l'art. 335 déclare la reconnaissance nulle, à celui par exemple où elle a été faite simultanément par les deux parents ? Nous avons établi que l'article 335 a été abrogé dans la mesure où il empêcherait la légitimation permise par le nouvel article 331. Ne faut-il pas admettre que la reconnaissance faite par les deux parents est en quelque sorte réhabilitée par le mariage subséquent et n'a pas besoin d'être renouvelée lors de ce dernier ?

Sans doute, cette opinion se heurte à une objec-

tion très sérieuse. C'est que le sort de la reconnaissance reste en suspens et que sa validité dépend d'un acte postérieur. Il y a, on le sait, des actes juridiques qui, nuls à l'origine, sont susceptibles d'être validés dans la suite : ce sont tous les actes frappés d'une nullité relative en raison de l'incapacité ou d'un vice de consentement de leur auteur. Mais il ne peut s'agir, dans notre cas, d'une nullité relative.

Il nous semble qu'il y aurait plutôt lieu de rapprocher la reconnaissance dont il est ici question de certains actes qui, par eux-mêmes, sont dépourvus d'effets, mais sont la condition nécessaire d'actes postérieurs. Le jugement de divorce ne dissout pas le mariage : il faut qu'il soit transcrit sur les registres de l'état-civil. Mais il n'est pas nul, au sens juridique du mot, si cette transcription n'est pas effectuée. Il est seulement inopérant.

Nous pensons de même que la reconnaissance relative à des enfants adultérins susceptibles de légitimation reste inefficace par elle-même, mais que la loi de 1907 l'a rendue valable en ce sens qu'elle est suffisante pour faire acquérir la légitimité en cas de mariage subséquent des parents et n'a pas besoin d'être renouvelée.

En résumé, nous estimons que la reconnaissance peut se faire non seulement dans l'acte de mariage, mais encore auparavant, et cela dans des conditions où la jurisprudence l'eût déclarée nulle avant 1907.

3) La conception de l'enfant pendant une instance en divorce.

En dehors des deux conditions que nous venons d'examiner et qui sont communes à toutes les légitimations, la loi de 1907 exige une condition supplémentaire. Il faut que l'enfant ait été conçu au cours d'une instance en divorce ou en séparation de corps, ou bien qu'il ait été désavoué par le mari de sa mère.

Etudions la première de ces hypothèses. L'examen du texte nous permet de l'analyser ainsi :

1°) Il faut que l'enfant soit né plus de trois cents jours après l'ordonnance du président du tribunal prévue par l'art. 878 du Code de procédure civile intervenue entre celui des deux auteurs engagé dans les liens d'un précédent mariage et son conjoint ;

2°) Il faut que cette procédure ait abouti à la séparation de corps ou au divorce, ou bien qu'elle ait été interrompue par le décès de l'autre conjoint.

Remarquons tout d'abord que le législateur n'a pas établi de différence entre la séparation de corps et le divorce. La raison s'en trouve dans la pratique judiciaire qui transforme automatiquement en divorce la séparation de corps prononcé depuis trois ans, pratique qu'une loi récente est venue confir-

mer¹. La séparation de corps est devenue, en fait, une première étape vers le divorce, et l'on comprend pourquoi le législateur de 1907 les a complètement assimilés.

L'ordonnance prévue par l'article 878 du Code de procédure est, on le sait, celle par laquelle le président du tribunal, après avoir constaté que toute réconciliation est désormais devenue impossible entre les époux, accorde au demandeur la permission d'assigner son conjoint devant le tribunal et statue, s'il y a lieu, sur les mesures provisoires : il autorise notamment la femme à résider séparément.

Le législateur a estimé qu'à partir de cette date le lien conjugal, non encore juridiquement rompu, était considérablement relâché et que l'obligation de fidélité était en conséquence moins stricte entre les époux². C'est pourquoi il a autorisé la légitimation

1. L'art. 310, modifié par la loi du 27 juillet 1884, permettait à l'un des époux de demander la conversion de la séparation de corps en divorce au bout de trois ans, et en fait cette conversion n'était presque jamais refusée (en 1899, sur 408 demandes, 378 ont été admises). Une loi du 6 juin 1908 a retiré aux tribunaux leur pouvoir d'appréciation.

2. Il est intéressant de rapprocher de notre texte celui de l'art. 296, modifiée par une loi du 13 juillet 1907 : « La femme divorcée pourra se remarier aussitôt après la transcription du jugement ou de l'arrêt ayant prononcé le divorce, *si toutefois il s'est écoulé trois cents jours après le premier jugement préparatoire, interlocutoire ou au fond rendu dans la cause* ». A quatre

des enfants nés des relations entretenues depuis cette époque par l'un d'eux avec une tierce personne. Mais il n'a pas voulu laisser aux tribunaux le soin de déterminer, d'après des présomptions de fait, la date de la conception et, pour éviter toute confusion de part en ce qui concerne la femme, il n'a admis au bénéfice de la légitimation que les enfants nés plus de trois cents jours après l'ordonnance de non-conciliation ; c'est le délai que les auteurs du Code ont adopté comme durée maxima de la grossesse (comp. art. 312 et 315).

La loi nouvelle n'a d'ailleurs fait à ce point de vue aucune différence entre les enfants de la femme et ceux du mari et a fixé pour tous un délai uniforme, bien que le danger de la confusion de part ne fût pas à redouter dans le second cas.

Il ne suffit pas que le divorce ait été demandé : il faut encore qu'il ait été obtenu, et qu'il l'ait été dans l'instance ouverte par la requête antérieure à la conception. On ne pourrait légitimer un enfant conçu avant une seconde demande qui aurait abouti au divorce, même si, la première demande ayant été rejetée, les époux avaient continué à vivre en état de

mois de distance, le législateur a fixé différemment la date présumée de la rupture des relations conjugales. Ajoutons que M. Raynaud avait, dans sa proposition relative à l'art. 296, admis comme point de départ du délai le jour de l'ordonnance de non-conciliation.

séparation de fait et obtenu le divorce à la suite d'une nouvelle procédure. La loi ne reconnaît pas la séparation de fait et il n'y a pas lieu de se préoccuper d'une demande qui a été repoussée. Il en est de même lorsque la procédure entamée est périmée, les actes effectués étant tenus pour non avenus.

La loi assimile au cas où le divorce est prononcé celui où l'instance est interrompue par le décès de l'autre conjoint. Il faut noter qu'elle accorde ici une faveur singulière à l'époux adultère. Supposons en effet que le procès ait été engagé par lui pour des motifs tout à fait inadmissibles et soit interrompu par la mort de son conjoint : il pourra néanmoins légitimer l'enfant conçu avant la dissolution du mariage. Cette solution, admise par la loi pour une raison de simplicité, paraît en toute équité très critiquable et en tout cas en contradiction avec celle qui a été adoptée pour l'hypothèse où la demande est repoussée.

Cette disposition paraît encore plus sujette à critique si l'on se place dans l'hypothèse suivante¹. Un jugement est rendu en première instance, qui déboute l'époux demandeur. L'époux non adultère vient à mourir avant que soient expirés les délais d'opposition ou d'appel ; le jugement n'est donc pas définitif. Que se passe-t-il alors ? L'instance peut-

1. Cluzel, *loc. cit.*, §§ 30 et 31.

elle être considérée comme close, qu faut-il admettre au contraire qu'elle est encore pendante ? Suivant que l'on adoptera l'une ou l'autre de ces solutions; la légitimation sera ou non possible. Il semble bien qu'il faille considérer l'instance comme encore ouverte. Cependant, il paraît profondément illogique de refuser le bénéfice de la légitimation à l'enfant si l'époux meurt au lendemain de l'expiration du délai d'appel, et de le lui accorder si le décès survient à la veille de cette échéance. Le système de la loi nous met ici en présence d'une solution qui ne peut manquer de paraître tout à fait choquante.

4) Le désaveu par le mari de la mère

La légitimation est encore possible, nous l'avons vu, lorsque l'enfant « né pendant le mariage est désavoué par le mari ».

On serait tenté, au premier abord, d'interpréter cet alinéa de l'art. 331 en le rapprochant de l'alinéa précédent et de n'accorder le bénéfice de la légitimation qu'à l'enfant désavoué en vertu de l'art 313 § 2, modifié par les lois du 6 décembre 1850 et du 10 avril 1886¹. Ce cas est prévu par notre texte,

1. « En cas de jugement ou même de demande soit de divorce, soit de séparation de corps, le mari peut désavouer l'enfant né trois cents jours après la décision qui a autorisé la femme à avoir un domicile séparé et moins de cent quatre-vingts jours depuis le rejet définitive de la demande ou depuis la réconciliation. »

personne n'en saurait douter ; mais il nous paraît impossible de limiter à cette hypothèse l'application de la disposition que nous examinons. Les travaux préparatoires révèlent l'intention contraire du législateur, et il faut ajouter que cette intention s'est clairement exprimée dans l'alinéa 3 de l'article 331.

Ainsi, l'enfant pourra bénéficier de la légitimation lorsqu'il aura été désavoué en vertu des articles 312 et 313. Il faut de plus faire rentrer dans le champ d'application de notre texte l'hypothèse où, la maternité de la femme ayant été reconnue par jugement, le mari établit qu'il n'est pas le père du demandeur. Il n'y a pas lieu, par contre, d'y comprendre les cas prévus par les articles 314 et 315 ; ces articles n'établissent aucune exception au principe « *pater is est...* », mais en font au contraire une application rigoureuse. Les enfants dont il s'agit ici ne sauraient être considérés comme adultérins, car ils ont été conçus soit avant le mariage, soit après sa dissolution ; ce sont des enfants naturels simples qui peuvent être reconnus et légitimés selon le droit commun.

Le législateur de 1907 a omis de mentionner, à côté du cas où le désaveu est prononcé à la requête du mari, celui où ses héritiers contestent la légitimité de l'enfant en vertu de l'article 317. Il y a là une lacune regrettable, mais il nous semble impossible, dans le silence du texte, d'étendre à cette hypothèse l'application de l'alinéa 3.

Une question fort délicate se pose lorsqu'il s'agit d'interpréter la seconde des conditions exigées par cet alinéa. Il faut que l'enfant désavoué soit *né pendant le mariage*. Convient-il d'exclure du bénéfice de la loi les enfants nés après le mariage et conçus pendant la durée de ce mariage? M. Cluzel¹ adopte la négative : « En effet, dit-il, les travaux préparatoires ne contiennent aucune trace de restriction au détriment des seconds, restriction qu'il serait d'ailleurs difficile d'expliquer. Aussi pensons-nous qu'il ne faut pas prendre à la lettre les termes du paragraphe 3 de l'article 331 qui ne concernent expressément que l'enfant né pendant le mariage et désavoué par le mari. C'est l'hypothèse la plus commune qui a été solutionnée par ce texte, mais il n'exclut pas l'hypothèse beaucoup moins fréquente d'enfants conçus au cours du mariage, nés après la dissolution et désavoués. »

A vrai dire, cette hypothèse est de nature à se présenter très rarement. Le mariage, en effet, peut être dissous soit par la mort de l'un des époux, soit par le divorce. Il ne peut s'agir ici ni de la dissolution par la mort du mari, car le désaveu devient impossible, ni de la dissolution par la mort de la femme, car la légitimation cesse alors d'être réalisable. Il faut donc supposer que le mariage est dissous par

1. *Loc. cit.*

le divorce et que l'ordonnance autorisant la femme à avoir une résidence séparée est intervenue moins de 300 jours avant le mariage. S'il en était autrement, l'al. 2 s'appliquerait à défaut de l'al. 3 de l'article 331. Il s'agit par conséquent d'un cas où la procédure de divorce a duré moins de 300 jours, et il faut avouer que les instances aussi brèves sont infiniment rares.

Dans cette hypothèse exceptionnelle, on doit décider, nous semble-t-il, que l'article 331 est inapplicable; en effet, le texte est formel et le silence des travaux préparatoires ne nous paraît pas être un argument qui puisse l'emporter sur la solution expresse de la loi, si illogique qu'elle puisse sembler.

Il convient de remarquer que l'alinéa 3 de l'article 331 crée au profit des enfants adultérins de la femme un privilège vraiment incompréhensible. Ils peuvent être légitimés lorsque le mari les a désavoués, tandis que celui-ci n'a pas le droit de légitimer les enfants qu'il a pu, au cours de son mariage, avoir d'une autre que sa femme légitime.

§ 2. — EFFETS DE LA LÉGITIMATION.

La légitimation d'un enfant adultérin produit une double conséquence : elle établit la filiation de cet enfant et elle lui donne la qualité de légitime.

Nous allons examiner l'un après l'autre ces deux effets.

1) Preuve de la filiation de l'enfant adultérin

Trois hypothèses sont à envisager :

1° Celle où l'enfant adultérin a été désavoué par le mari de sa mère ;

2° Celle où le mari de la mère ne l'a pas désavoué ;

3° Celle où l'enfant est adultérin par son père.

Cette dernière hypothèse ne présente aucune difficulté. L'enfant né d'une femme libre et d'un homme marié peut, avant le mariage de ses parents, être reconnu par sa mère, mais non par son père. Le résultat du mariage de ses parents sera d'établir sa filiation à l'égard de ses deux parents, s'il n'a pas été reconnu par sa mère, à l'égard de son père seul dans le cas contraire.

La première hypothèse est également fort simple. La qualité d'enfant adultérin est prouvée par le désaveu, qui suppose établi le rapport de filiation maternelle. La reconnaissance par le père ne peut avoir lieu valablement avant le mariage ; la légitimation aura donc pour effet d'établir la filiation paternelle.

Le second cas est, au contraire, infiniment plus délicat. La filiation maternelle de l'enfant est établie par hypothèse, et la preuve de sa filiation pater-

nelle résulte *ipso jure* de la présomption *pater is est* ; le mari est réputé le père de l'enfant, puisqu'il ne l'a pas désavoué. Survient la dissolution du mariage ; la mère se remarie avec le père véritable de l'enfant, qui légitime celui-ci par acte de mariage.

L'enfant aura donc deux pères légaux, l'un que lui donne l'article 312, l'autre que lui procure le convol en secondes noces de sa mère. Comment résoudre ce conflit de paternités ?

M. Cluzel répond : « Toutes les fois que s'appliquera la règle *pater is est*, la légitimation subséquente par le complice de la femme adultère sera subordonnée à l'exercice par le mari de l'action en désaveu qui sera formée, dans l'hypothèse de l'art. 331 § 2, conformément aux termes de l'art. 313 § 2 du Code Civil, et qui sera en ce cas péremptoire (Cass. 9 décembre 1857, S. 58.1.97, P. 58.281, D. 58.1.132 ; Cass. 19 août 1872, S. 73.1.75, P. 73.156, D. 73.1.479). Si le mari ne juge pas à propos d'user de cette faculté — et il pourra y être poussé par diverses considérations — il mettra sa femme et son complice dans l'impossibilité absolue de reconnaître et légitimer, lors de leur mariage, l'enfant né de leurs œuvres, qui restera enfant légitime du premier mariage, alors qu'il sera, en fait, enfant adultérin. »

En effet, dit M. Cluzel, « par enfant conçu pendant le mariage, il faut entendre, en cas de divorce,

celui qui a été conçu avant la transcription du divorce sur les registres de l'état-civil ; c'est en effet la date adoptée par la jurisprudence pour la rupture définitive de l'union conjugale. »

Ce système semble, au premier abord, parfaitement logique, et on serait tenté de l'admettre si la réflexion ne montrait que, malgré sa rigueur apparente, il ne contient qu'une fausse application des principes.

Rappelons-nous, en effet, que la loi du 7 novembre 1907 permet la légitimation des enfants adultérins dans deux hypothèses : celle où l'enfant a été désavoué et celle où l'enfant a été conçu après l'ordonnance du président du tribunal autorisant la femme à avoir une résidence séparée. Nous avons vu que dans la première hypothèse, aucune difficulté ne se présentait. Mais, si l'on admet la théorie de M. Cluzel, la seconde hypothèse ne peut jamais se réaliser, ou plutôt se ramène à la première et se confond avec elle ; il faudrait en effet, pour que la légitimation soit possible, que la preuve de l'adultérinité soit faite d'une manière indépendante, par la procédure du désaveu. On sait que l'article 313 al. 2, autorise le désaveu sur simple déclaration du mari au cas de conception de l'enfant postérieure à l'ordonnance du président permettant à la femme de résider séparément. Mais la loi de 1907 a entendu créer deux cas de légitimation et non un seul. En

adoptant le système de M. Cluzel, on supprime une partie de la réforme.

Mais, objectera-t-on, les travaux préparatoires nous prouvent de la façon la plus certaine que le législateur a entendu maintenir dans toute sa rigueur la présomption *pater is est*. Dans leurs rapports présentés au Sénat et à la Chambre, MM. Chaumié et Viollette ont été catégoriques en ce sens. La règle formulée par l'article 312 n'a pas subi la moindre atteinte.

Il faut bien avouer que les auteurs de la loi ne semblent pas s'être rendu un compte exact de la portée du texte qu'ils ont proposé; en laissant subsister dans un intégrité un principe qui paralyse le fonctionnement d'une partie de la loi nouvelle, ils ont, en créant un insoluble conflit de paternité, placé les tribunaux en présence d'une difficulté inextricable qu'il importe de faire cesser.

2) Acquisition de la qualité de légitime

L'enfant adultérin est, par le fait du mariage de ses parents, légitimé. On peut se demander s'il devient l'égal, non seulement des enfants légitimes nés des mêmes parents que lui, mais aussi des enfants nés du premier mariage de son parent adultère. L'art. 337 déclare que « la reconnaissance, faite pendant le mariage par l'un des époux au profit d'un enfant naturel qu'il aurait eu avant son

mariage d'un autre que son époux, ne pourra nuire à celui-ci ni aux enfants de ce mariage ». Mais cet article ne s'applique pas à notre hypothèse ; il faut l'interpréter strictement et se garder de l'étendre à des espèces voisines : or les enfants dont nous nous occupons ont été *conçus*, mais non *reconnus* pendant le mariage de l'époux adultère.

§ 3. — PUBLICITÉ DE LA LÉGITIMATION.

La loi de 1907 n'a pas innové en cette matière ; l'art. 331 nouveau reproduit l'alinéa 2 de l'ancien, tel qu'il résultait de la loi du 17 août 1897. Il prescrit que mention de la légitimation sera faite en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé, C'est une mesure particulièrement efficace, qui est appliquée à la plupart des changements d'état ou de capacité des personnes.

Dans le cas exceptionnel où, nous le verrons plus loin, la légitimation est possible après le mariage, une double formalité est nécessaire : la mention doit être faite non seulement en marge de l'acte de naissance de l'enfant, mais encore en marge de l'acte de mariage des parents.

Remarquons que la loi n'a pas sanctionné le défaut de publicité de la légitimation par une disposition expresse. Elle se réfère implicitement à l'article 49 du Code, modifiée par la loi du 17 août 1897,

qui ordonne à l'officier de l'état-civil de faire inscrire la mention dans un délai de trois jours, sous peine d'une amende de 100 fr. prévue par l'article 50.

§ 4. — PERSONNES AUXQUELLES LA LOI EST APPLICABLE.

Il y a lieu d'examiner ici la question de la rétroactivité de la loi de 1907 et celle de son application aux Colonies.

1) Rétroactivité de la loi

Le législateur de 1907, en introduisant dans le Code des modifications favorables à certains enfants adultérins, a jugé qu'il était équitable d'en faire bénéficier ceux dont les parents étaient déjà mariés au moment de la promulgation de la loi. Dans ce but il a, par une disposition transitoire, permis à ces parents de reconnaître leurs enfants, dans un délai de deux ans à partir de la promulgation, par une déclaration faite à l'officier de l'état-civil de leur domicile : cette reconnaissance emporte légitimation.

2) Application de la loi aux colonies

La loi nouvelle ne contient à ce sujet aucune disposition spéciale. Il est cependant certain qu'elle s'applique de plein droit à l'Algérie, car elle ne fait que modifier un article du Code civil. Quant aux

autres colonies, l'art. 3, al. 2, du Code civil ayant décidé que les lois concernant l'état et la capacité des personnes s'appliqueraient à tous les Français, en quelque point du globe qu'ils fussent, il en résulte que notre loi doit s'appliquer aux domiciliés aux colonies ou y résidant.

Mais l'art. 3 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 est venu d'autre part décider que les lois modificatrices des règles relatives à l'état-civil ne pourraient être rendues applicables aux colonies anciennes que par une loi, et aux colonies nouvelles que par un décret. Le sénatus-consulte n'a pas réduit le champ d'application de l'art. 3 du Code Civil et ne s'applique qu'aux règles de forme. Par conséquent l'officier de l'état-civil colonial ne sera pas tenu d'inscrire la légitimation en marge de l'acte de naissance du légitimé et n'encourra aucune amende.

CHAPITRE III

LES MODIFICATIONS PROPOSÉES

Nous venons de voir quelles lacunes et quelles inconséquences présente le texte adopté par les Chambres, il y a quatre ans. De l'aveu général, ce texte ne saurait être maintenu d'une façon définitive dans son état actuel. Dans quel sens propose-t-on de le modifier ? C'est ce qu'il nous reste à examiner dans cette dernière partie de notre étude.

Les réformes projetées sont de deux ordres. Il y a d'une part des propositions dues à l'initiative parlementaire et qui sont soumises à l'heure actuelle à l'examen de la commission du Sénat. D'autre part, la Société d'Etudes législatives a tenté une œuvre de simplification de ces diverses propositions, et a essayé de les ramener à l'unité, en s'inspirant des besoins les plus légitimes et les plus pressants. Nous allons passer en revue ces deux sortes de projets.

§ 1. — LES PROPOSITIONS DUES A L'INITIATIVE
PARLEMENTAIRE

Au lendemain du vote de la loi du 7 novembre 1907, MM. Viollette et Steeg reprirent la proposition qu'ils avaient tout d'abord déposée et dont la Chambre avait adopté le texte avec certaines additions. Le 25 novembre, M. Viollette déposa, au nom de la commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle, un rapport où il faisait la critique de la loi votée. Il répondait à l'argument de M. Chaumié, tiré de ce que la légitimation des enfants adultérins quant à leur père était une sorte de consécration de la bigamie, en faisant observer qu'au cas où l'enfant, adultérin de par sa mère et désavoué par le mari de celle-ci, est légitimé, il y a consécration de la polyandrie, ce qui au point de vue de la morale abstraite est tout aussi blâmable.

M. Viollette citait en outre un certain nombre de lettres et indiquait des hypothèses particulièrement favorables à son opinion. Il proposait à l'agrément de la Chambre les dispositions que voici :

ARTICLE 1^{er}. — L'article 331 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Les enfants nés hors mariage pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les auront légalement recon-

nus avant le mariage ou qu'ils les reconnaîtront dans l'acte même de célébration.

« Il sera fait mention de la légitimation en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé. »

ARTICLE 2. — Dans le délai de deux ans à partir de la promulgation de la présente loi, les enfants nés d'un commerce adultérin, qui n'ont pu être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, pourront être l'objet d'une reconnaissance qui emportera légitimation.

Cette légitimation aura lieu devant l'officier de l'état-civil du domicile des deux conjoints. Mention en sera faite en marge des actes de mariage et de naissance. »

La proposition ainsi libellée faisait disparaître, d'une façon absolue, toute prohibition de légitimation. Elle permettait de légitimer d'une part tous les enfants du mari, et d'autre part les enfants de la femme désavoués par le mari. Par contre elle se montrait, sur un point particulier, moins large que la loi de 1907, en n'autorisant pas la légitimation des enfants de la femme nés plus de trois cents jours après l'ordonnance accordant à celle-ci une résidence spéciale. Tant que subsistera dans son intégrité la présomption « *is est pater* », il sera impossible de permettre la légitimation de cette catégorie d'enfants sans s'exposer, ainsi que nous l'avons vu au chapitre précédent, à un inextricable conflit de paternité.

Le 5 juin 1908, cette proposition fut adoptée par la Chambre non sans opposition. M. Louis Ollivier prit la défense des enfants légitimes du premier lit, qui allaient devenir aux yeux de la loi les égaux de leurs frères adultérins, et montra le danger qu'il y aurait à admettre cette égalité ; il dénonça les fraudes possibles et probables auxquelles seraient exposés les hommes mariés : leurs maîtresses feraient légitimer par eux des enfants qui leur seraient tout à fait étrangers. M. Léonce de Castelnau ayant déclaré qu'affaiblir la présomption « *pater is est* », c'était ruiner la famille, M. Viollette répliqua que cette présomption était parfaitement compatible avec sa proposition, qui supprimait dans ce but une des dispositions de la loi de 1907.

Après le vote de la Chambre, le texte fut transmis au Sénat et renvoyé, le 11 juin, devant une Commission spéciale.

Le 26 novembre suivant, MM. Catalogne et Cicéron déposèrent sur le bureau du Sénat une proposition qui fut renvoyée à la même Commission. Cette nouvelle proposition, relative à tous les enfants naturels en général, modifie ainsi le premier alinéa de l'art. 331 :

« Les enfants nés hors mariage pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère lorsque ceux-ci les auront reconnus avant leur mariage *ou qu'il les reconnaîtront dans un acte à la suite de l'acte même de célébration.* »

De même, dans le second alinéa, les mots « dans l'acte même de célébration » sont remplacés par les suivants « dans un acte à la suite de l'acte même de célébration ».

La proposition ajoute cette disposition nouvelle à la suite des autres alinéas :

« Pour les mariages antérieurs à la promulgation de la présente loi, il ne sera plus délivré d'expédition commune de l'acte de légitimation et de l'acte de célébration du mariage que dans les conditions déterminées par l'art. 57 du Code civil. »

Cette proposition a pour but, on le voit, de séparer l'acte de légitimation de l'acte de mariage, afin que la production de ce dernier ne vienne pas divulguer la faute des époux depuis longtemps oubliée. Elle procède du même esprit que la loi du 30 novembre 1906, qui a modifié l'art. 57 du Code en ce qui concerne la délivrance des actes de naissance.

Signalons encore, bien qu'ils ne visent pas les enfants adultérins en particulier, un amendement déposé par M. Reymonenq le 25 octobre 1900, tendant à dispenser de publication préalable la célébration de tout mariage entraînant légitimation d'un enfant naturel, ainsi qu'une proposition de M. Mazière, déposée le 21 février 1911, ayant pour but d'autoriser, en cas d'erreur de droit, la légitimation *post nuptias* (cette légitimation serait possible en

vertu d'un jugement rendu après enquête et sur conclusions du ministère public).

Tels sont les divers projets de réforme sur lesquels le Sénat devra statuer prochainement. M. Maurice Lecomte, nommé rapporteur, n'a pas encore à l'heure actuelle déposé son rapport. Il ne nous est donc pas possible de connaître l'accueil fait par la commission du Sénat au texte que lui a transmis la Chambre ; il est néanmoins permis de prévoir que la Haute Assemblée se refusera à accorder, ainsi que le demandent MM. Viollette et Steeg, le bénéfice de la légitimation à tous les enfants adultérins.

§ 2. — LES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES LÉGISLATIVES

Dans le courant de l'année 1910, la Société d'Études législatives, qui se propose d'étudier au point de vue juridique les projets des réformes soumis aux Chambres, s'est occupée de la légitimation des enfants adultérins et même, d'une manière plus générale, de la réforme de l'art. 331.

Une commission fut choisie parmi ses membres : elle comprenait MM. Rau, président, Francastel, rapporteur, Crémieu, secrétaire, Lefebvre, Ambroise Colin, Capitant et Cotelle. Elle considéra qu'il serait inutile et stérile de tenter un retour en arrière et s'interdit de revenir sur les décisions acquises, se

proposant seulement de les régler d'une façon plus juridique. « Si cette question s'était présentée entière devant la Commission, dit M. Francastel dans son rapport très documenté¹, si l'article 298 n'avait pas été abrogé, si la loi de 1907 n'existait pas, la Commission aurait été très divisée et nous pensons même que la majorité se serait prononcée pour le maintien de l'ancien article 331, qui interdisait la légitimation des enfants adultérins, de même que l'article 335 interdit leur reconnaissance. Mais, comme nous l'avons dit, les choses ne sont plus entières. Le mariage entre l'époux coupable et son complice est désormais licite. Proposer de revenir en arrière et de rétablir la prohibition abrogée par la loi du 15 décembre 1904, ce serait faire œuvre vaine. »

Ce principe une fois admis, la Commission estima que la loi de 1907 n'était pas viable et que quatre griefs principaux pouvaient lui être adressés² :

Tout d'abord, elle avait négligé de régler d'une façon expresse la question des enfants incestueux, sous prétexte que la jurisprudence l'avait résolue dans un sens satisfaisant.

Ensuite, le texte actuel créait un singulier conflit de paternité entre les deux maris successifs de la mère, quand l'enfant conçu après l'ordonnance de

1. *Bulletin de la Société d'Études législatives*, 1900, p. 124.

2. Rapport précité de M. Francastel, *Bulletin* 1910, pp. 115, 116 et 117.

non-conciliation et avant la dissolution du mariage n'avait pas été désavoué par le premier mari.

Il établissait en outre une inégalité irrationnelle entre les enfants conçus avant l'ordonnance de non-conciliation, qui ne pouvaient en aucun cas être légitimés, et les enfants de la mère conçus pendant la même période qui pouvaient être légitimés, lorsqu'ils avaient été désavoués par le mari.

Enfin, la loi avait omis de statuer sur le cas des enfants nés après la dissolution du mariage et désavoués par le mari.

En conséquence, la Commission proposait l'adoption du texte suivant :

ARTICLE 1^{er}

L'article 331 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 331. § 1^{er}. Les enfants nés hors mariage autres que ceux nés d'un commerce incestueux ou adultérin, dont la condition est réglée par les dispositions ci-après, sont légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les ont légalement reconnus avant leur mariage ou qu'ils le reconnaîtront au moment de la célébration. Dans ce dernier cas, l'officier de l'état-civil qui procède au mariage constate la reconnaissance et la légitimation dans un acte séparé, porté sur le registre des naissances.

« Les enfants non reconnus avant le mariage de leurs père et mère, ou au moment de sa célébration, peuvent être légitimés lorsqu'ils sont reconnus au cours du mariage et qu'un jugement aura admis leur légitimation. Ce jugement, rendu en chambre du conseil, sur la requête des deux époux, par le tribunal de leur domicile, doit constater d'une part que le défaut de légitimation, lors de la célébration du mariage, est le résultat d'une

erreur ou d'un oubli, et d'autre part que les enfants ont eu depuis cette époque la possession d'état d'enfant commun.

« § 2. — Les enfants nés d'un commerce incestueux sont légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, contracté en conformité de l'art. 164 lorsque les époux les reconnaissent au moment de leur mariage ou postérieurement, selon les règles et conditions fixées au § 1^{er} pour la légitimation des enfants naturels simples.

« § 3. — Les enfants adultérins ne peuvent être légitimés que dans les cas suivants :

« Sont légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les reconnaissent au moment de leur mariage ou postérieurement, selon les règles et conditions ci-dessus :

« 1^o Les enfants nés du commerce adultérin de la mère et désavoués par le mari ou ses héritiers ;

« 2^o Les enfants nés d'un commerce adultérin du mari plus de trois cents jours après l'ordonnance rendue en conformité de l'article 878 du Code de procédure civile au cours d'une instance de divorce ou en séparation du corps, lorsque l'instance a abouti à la séparation de corps ou au divorce, ou a été interrompue par le décès de la femme ;

« 3^o Tous autres enfants nés du commerce adultérin du mari, s'il n'existe pas lors du mariage subséquent d'enfants ou de descendants légitimes issus du mariage au cours duquel l'enfant adultérin est né ou a été conçu.

« § 4. — Toute légitimation sera mentionnée en marge de l'acte de naissance de l'enfant légitimé.

« Cette mention sera faite à la diligence de l'officier de l'état-civil qui aura procédé au mariage, s'il a connaissance de l'existence des enfants, sinon à la diligence de tout intéressé.

« Quand la légitimation aura été admise par une décision judiciaire, la mention sera faite à la diligence de l'avoué qui aura obtenu le jugement ou l'arrêt, et qui en transmettra un extrait à l'officier de l'état-civil, dans le mois du jour où la décision aura acquis l'autorité de la chose jugée.

« § 5. — L'enfant majeur ne peut être légitimé sans son consentement.

« § 6. — Toute légitimation qui n'est pas contestée par les intéressés dans les six mois à partir du jour où ils en ont connaissance ne peut plus être attaquée. Ce délai ne court pas contre eux pendant la minorité. »

ARTICLE 2

Il sera ajouté à l'article 335 un paragraphe ainsi conçu :

« Sauf les exceptions prévues à l'article 331. »

Ce projet, on le voit, n'autorise la légitimation des enfants de la mère que lorsqu'ils ont été désavoués soit par le mari, soit par ses héritiers. Il évite ainsi la double parternité à laquelle nous avons déjà fait allusion plus haut et qui résulte de la loi de 1907.

D'autre part, il permet au père de légitimer ses enfants adultérins, quelle que soit l'époque de leur naissance ou de leur conception, pourvu qu'au moment où il épouse sa complice, il n'ait pas d'enfants ou de descendants légitimes issus de son précédent mariage.

Ce texte, ainsi que le déclarèrent M. Francastel dans son rapport et M. Ambroise Colin devant l'assemblée de la Société, était proposé par la commission comme un projet transactionnel.

Au cours de la discussion qui s'engagea à son sujet, plusieurs membres soulevèrent de graves objections contre sa rédaction ou protestèrent même contre son principe. M. Lefebvre, par exemple, se déclara résolument hostile à la légitimation de tout

enfant adultérin : « Les enfants adultérins sont nés contre la loi du mariage. Leur légitimation semble contraire au principe du mariage, et il ne me paraît pas possible de sortir de cette idée. Il ne faut pas voir seulement dans cette légitimation un honnête moyen, pour les complices d'adultère, de réparer ou d'effacer plus complètement la faute commise ; il faut considérer la famille tout entière, et dire que par la légitimation vous allez forcer les ascendants, les parents à regarder ces enfants comme légitimes, avec toutes les conséquences que cela entraîne. Ne craignez-vous pas, dans ce cas-là, de créer des difficultés, de provoquer des scandales même, dans les familles ? » Cette opinion, que semblait partager un grand nombre de membres de la Société, fut cependant écartée par la majorité en raison du fait accompli par les lois de 1904 et 1907.

Sur le principe de la distinction établie par la commission entre les enfants adultérins de la femme désavoués par le mari et ceux du mari, M. Massigli présenta une objection très sérieuse, à laquelle souscrivit M. Colin. « En interdisant la légitimation au père qui a des descendants légitimes, le projet semble avoir pris souci d'épargner à ces descendants des froissements d'ordre moral et un dommage pécuniaire ; il laisserait, au contraire, se produire les mêmes froissements et le même préjudice lorsque la légitimation serait le fait de la mère. Ce n'est pas là, à mon sens, une solution très heureuse, et je

crois que la distinction du projet devrait disparaître. Soyez rigoureux dans l'intérêt des enfants légitimes, ou soyez indulgents malgré cet intérêt ; mais que la rigueur ou l'indulgence soit égale et dans le cas de légitimation par le père et dans le cas de légitimation par la mère. »

M. Massigli souleva contre le projet une seconde objection. Même au cas où il n'a pas de descendants légitimes, la légitimation, par le père, de ses enfants adultérins peut paraître inadmissible. Il suffit d'imaginer que le divorce ait été prononcé entre les époux aux torts du mari, et que la femme ait reçu de celui-ci une donation par contrat de mariage. Il serait choquant de voir les enfants légitimés venir demander la réduction de cette donation à l'encontre de la première femme de leur père, alors que leur légitimation n'aurait même pas été possible si elle avait eu elle-même des enfants.

M. Edouard Lévy vint, à son tour, formuler quelques critiques. La première était d'ordre purement pratique. M. Lévy déclara que le projet était trop long et trop compliqué. Il importe, en effet, de ne pas oublier que les lois relatives à l'état-civil sont appliquées par les fonctionnaires municipaux, maires et surtout secrétaires de mairie. Le texte proposé a l'inconvénient de multiplier les hypothèses et les distinctions. M. Lévy insista pour que l'on sacrifiât, « s'il était besoin, le fond à la forme, car, si on ne

faisait pas ce sacrifice, le texte ne serait pas appliqué ».

Au point de vue du fond, M. Lévy consacra de longs développements à la question de la durée de la grossesse. Pour bénéficier de la légitimation, l'enfant adultérin doit, en cas de divorce ou de séparation de corps, être né plus de 300 jours après l'ordonnance de non-conciliation; or, la durée normale de la grossesse est de 270 jours, et M. Lévy protesta contre la solution du projet relative aux enfants du mari. Lorsqu'il s'agit des enfants de la femme, le délai maximum doit être nécessairement adopté, parce qu'il y a lieu d'éviter la confusion de part, et il est parfaitement justifié dans le système de la loi de 1907. Il est au contraire incompréhensible sous le régime proposé par la Commission. Il faudrait, d'après M. Lévy, admettre au contraire le délai minimum de 180 jours. Dans le cas du décès de la femme légitime, on s'accorde en effet à penser que l'enfant né plus de 180 jours après le décès ne doit pas être considéré comme adultérin. Ne devrait-on pas appliquer la même solution au cas qui nous occupe?

Telles furent les principales observations que suggéra aux membres de la Société d'Etudes législatives l'examen du projet, et les vues qu'ils échangèrent au cours des séances consacrées à sa discussion.

La seconde des critiques formulées par M. Massi-

gli a eu pour résultat d'amener M. Francastel à compléter ainsi le texte qu'il avait tout d'abord proposé :

ARTICLE 3

Il sera ajouté à l'art. 1094 du Code Civil un paragraphe ainsi conçu :

« L'existence d'un enfant adultérin, légitimé en conséquence de l'une des dispositions contenues au § 3 de l'article 331, ou de descendants de celui-ci, ne portera pas atteinte à l'effet des libéralités que le père ou la mère de cet enfant aura faites en faveur de son précédent conjoint. »

CONCLUSION

Nous venons d'exposer, au cours de cette étude, les décisions légales et jurisprudentielles, les opinions doctrinales et les propositions législatives. Qu'il nous soit permis, en terminant, de dégager de tous ces éléments la solution qui nous paraît la meilleure.

Il ne peut être question, nous semble-t-il, de faire disparaître du Code la double prohibition de recherche en justice et de reconnaissance volontaire qui frappe les enfants adultérins ou incestueux. Aussi bien aucune tentative n'est-elle faite en ce sens à l'heure actuelle : la morale et l'intérêt de l'enfant lui-même commandent de laisser dans l'ombre sa filiation lorsqu'il est issu de conjonctions illicites. Il y a donc lieu de maintenir sur ce point le système du Code tel que la jurisprudence a su l'interpréter et l'assouplir.

Tout autre est la question de la légitimation. Il est indispensable, pensons-nous, d'autoriser, tout au

moins dans certains cas, la légitimation des enfants incestueux ou adultérins et d'accorder aux personnes à qui la loi permet de se marier entre elles et de fonder une famille le droit de régulariser la situation de leurs enfants antérieurement nés en même temps que la leur.

En ce qui concerne les enfants incestueux, la question a été depuis longtemps résolue par la jurisprudence : le législateur n'a plus qu'à sanctionner d'une façon expresse l'atténuation apportée par les tribunaux à la rigueur du Code. Sur ce point, pas de difficulté.

La question de la légitimation des enfants adultérins est infiniment plus délicate et réclame un examen très approfondi de la part du législateur. Doit-on, si l'on accepte comme un fait accompli l'abrogation de l'article 298, accorder dans tous les cas le bénéfice de la légitimation aux enfants nés d'un adultère? Nous ne le croyons pas, et nous estimons qu'il est indispensable de sauvegarder les prérogatives de la famille légitime dans la personne des enfants nés de l'union de l'époux adultère avec son premier conjoint. Il importe de ne porter aucune atteinte à leurs droits, et il est à souhaiter que le Sénat n'accepte pas, dans son laconisme radical, la proposition Viollette. Il conviendrait d'adopter, en le modifiant sur certains points, le texte élaboré par la Commission de la Société d'Études législatives.

On doit s'attacher, selon nous, à établir entre les enfants adultérins du mari et ceux de la femme une égalité aussi parfaite que possible. Le projet de la Société d'Études législatives refuse le bénéfice de la légitimation aux enfants adultérins du mari lorsqu'il existe, au moment du nouveau mariage, des enfants ou des descendants légitimes issus de la première union. Cette disposition se justifie d'elle-même, mais il n'y a aucune raison pour ne pas l'étendre aux enfants qui ont été désavoués par le mari de leur mère.

Nous estimons, à un second point de vue, qu'il y a lieu de faire disparaître toute différence entre les enfants du mari et ceux de la femme. Il est très équitable d'autoriser le mari à légitimer l'enfant qu'il a conçu, au cours d'une instance en divorce, avec une femme dont il espère faire sa compagne légitime après la dissolution de sa première union. Mais pourquoi créer ici un privilège au profit du mari ? Nous n'hésitons pas à déclarer qu'il y a lieu d'autoriser la femme qui a conçu un enfant depuis la rupture des relations conjugales, c'est-à-dire depuis l'ordonnance de non-conciliation, à contester la légitimité de cet enfant. A la vérité, le mari désavoue le plus souvent l'enfant né de sa femme dans de pareilles conditions ; on sait d'ailleurs que le désaveu est en ce cas péremptoire. Mais si, pour des motifs divers, il n'use pas de la faculté qui lui est conférée

par la loi, on doit permettre à la mère de soustraire son enfant à la présomption « *pater is est* » et rendre ainsi possible sa légitimation par son père véritable.

Il y aurait lieu, croyons-nous, de modifier en ce sens les articles 312 et 313 du Code Civil.

En résumé, il conviendrait, à notre avis, d'accorder le bénéfice de la légitimation :

1°) Aux enfants conçus au cours de la première union, à condition qu'il n'existe pas, lors du nouveau mariage, d'enfants ou de descendants légitimes issus de cette première union. Cette première catégorie comprendrait à la fois les enfants du mari et ceux de la femme désavoués par le mari ou ses héritiers ;

2°) Aux enfants nés plus de trois cents jours après l'ordonnance de non-conciliation. Dans cette seconde hypothèse, la femme aurait le droit, au cas d'inaction de la part de son mari, de contester elle-même la légitimité de son enfant.

VU ET APPROUVÉ :

Le Président de la thèse :

A. COLIN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris :

L. LIARD.

VU :

Le Doyen :

P. CAUWÈS.

BIBLIOGRAPHIE

GIRARD. — *Manuel de Droit Romain.*

BRISAUD. — *Manuel d'histoire du Droit privé.*

ESMEIN. — *Le mariage en Droit canonique.*

PITON. — *De la filiation des enfants adultérins*, thèse.

FENET. — *Recueil complet des travaux préparatoires du Code.*

Traité de Droit Civil de DEMOLOMBE, AUBRY et RAU, BAUDRY-LACANTINERIE, PLANIOL, etc...

Répertoires et Recueils périodiques de jurisprudence DALLOZ et SIREY.

Journal officiel : Documents parlementaires, Chambre et Sénat (Propositions, Exposés de motifs, Rapports, Discussions).

CLUZEL. — Commentaire de la loi du 7 novembre 1907 (*les Lois Nouvelles*, année 1909).

Bulletin de la *Société d'Etudes législatives* (année 1910).

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION HISTORIQUE.	5
1) Le droit Romain.	5
2) Le Droit Canonique	9
3) Le Droit Coutumier	15
4) La législation intermédiaire.	19

CHAPITRE I^{er}. — Le Code et la jurisprudence

1) Prohibition de la recherche en justice (art. 342)	25
2) Prohibition de la reconnaissance volontaire (art. 335).	29
3) Prohibition de la légitimation (art. 331). . .	53

CHAPITRE II. — La loi du 7 novembre 1907

Section I. — Les travaux préparatoires. .	61
1) Projets antérieurs à 1904.	62
2) Projets postérieurs à 1904.	66

Section II. — <i>Commentaire juridique de la loi.</i>	73
1) Conditions de la légitimation.	75
2) Effets de la légitimation.	88
3) Publicité de la légitimation.	93
4) Personnes auxquelles la loi s'applique. .	94

CHAPITRE III. — Les modifications proposées

1) Les propositions dues à l'initiative parlementaire	97
2) Les Travaux de la Société d'Études législatives.	101
CONCLUSION	111
BIBLIOGRAPHIE	115

